

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LCH GROUP HOLDINGS LIMITED

Siège social : Aldgate House, 33 Aldgate High Street
London EC3 1EA, United Kingdom

Numéro d'immatriculation de la société 04743602

COMPTES AU 31 DECEMBRE 2024**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS****OPINION**

A notre avis :

- les états financiers de LCH Group Holdings Limited (la « société mère ») et de ses filiales (le « groupe ») donnent une image fidèle de l'état des affaires du groupe et de la société mère au 31 décembre 2024 et du bénéfice du groupe pour l'exercice clos à cette date ;
- les états financiers du groupe ont été correctement préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni et aux normes comptables IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) ;
- les états financiers de la société mère ont été correctement préparés conformément aux normes comptables internationales adoptées par le Royaume-Uni et conformément aux dispositions de la loi de 2006 sur les sociétés ; et
- les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de la loi sur les sociétés de 2006.

Nous avons audité les états financiers qui comprennent :

- le compte de résultat consolidé ;
- l'état consolidé du résultat global ;
- les états de la situation financière consolidée et de la situation financière de la société mère ;
- les états consolidés et des états des variations des capitaux propres de la société mère ;
- les états des flux de trésorerie consolidés et de la société mère ; et
- les notes 1 à 33 s'y rapportant.

Le référentiel d'information financière qui a été appliqué pour la préparation des états financiers du groupe est le droit applicable, le Royaume-Uni ayant adopté les normes comptables internationales et les normes comptables IFRS publiées par l'IASB. Le cadre d'information financière qui a été appliqué pour la préparation des états financiers de la société mère est le droit applicable et le Royaume-Uni a adopté des normes comptables internationales et est appliqué conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés de 2006.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes internationales d'audit (Royaume-Uni) (ISA (Royaume-Uni)) et aux lois applicables. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous sommes indépendants du groupe et de la société mère conformément aux exigences éthiques qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Royaume-Uni, y compris la norme éthique du Financial Reporting Council (le « FRC »), et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

CONCLUSIONS RELATIVES A LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu qu'il était approprié que les administrateurs utilisent le principe de continuité de l'exploitation dans la préparation des états financiers.

Notre évaluation de l'évaluation par les administrateurs de la capacité du groupe et de la société mère à continuer d'adopter le principe comptable de continuité d'exploitation comprend :

- Obtenir l'évaluation de la continuité de l'exploitation et évaluer la base des hypothèses utilisées dans les informations prévisionnelles, y compris la rentabilité opérationnelle ;
- Considérant l'impact des principaux risques, tels que l'environnement macroéconomique et le risque technologique, sur l'évaluation de la continuité de l'exploitation ;
- Evaluer le niveau de capital de l'entreprise pour répondre aux besoins continus en capital ;
- Evaluer le niveau de liquidité de l'entreprise pour répondre aux besoins de liquidités continus ;

- Tester les informations sur la continuité de l'exploitation et évaluer leur cohérence avec l'évaluation de la continuité de l'exploitation et la conformité aux exigences de déclaration pertinentes.

Sur la base des travaux que nous avons effectués, nous n'avons pas identifié d'incertitudes significatives relatives à des événements ou à des conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute significatif sur la capacité du groupe et de la société mère à poursuivre leur exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de l'autorisation de publication des états financiers.

Nos responsabilités et celles des administrateurs à l'égard de la continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

AUTRES INFORMATIONS

Les autres informations comprennent les informations incluses dans le rapport annuel, à l'exception des états financiers et du rapport de notre vérificateur y relatif. Les administrateurs sont responsables des autres renseignements contenus dans le rapport annuel. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire explicite dans notre rapport, nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à ce sujet.

Il nous incombe de lire les autres informations et, ce faisant, de déterminer si elles ne sont pas significativement incohérentes avec les états financiers ou les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, ou si elles semblent être inexactes sur un point important. Si nous identifions de telles incohérences significatives ou anomalies significatives apparentes, nous sommes tenus de déterminer si cela donne lieu à une anomalie significative dans les états financiers eux-mêmes. Si, sur la base du travail que nous avons effectué, nous concluons qu'il y a une anomalie significative de ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITES DES ADMINISTRATEURS

Comme il est expliqué plus en détail dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, il incombe aux administrateurs de préparer les états financiers et de s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et fidèle, ainsi que du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont chargés d'évaluer la capacité du groupe et de la société mère à poursuivre leur exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'utiliser la méthode comptable de continuité d'exploitation, à moins qu'ils n'aient l'intention de liquider le groupe ou la société mère ou de cesser leurs activités, ou n'ont pas d'autre alternative réaliste que de le faire.

RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que ce soit en raison de fraudes ou d'erreurs, et de publier un rapport de l'auditeur dans lequel nous exprimons notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit mené conformément à la norme ISA (Royaume-Uni) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités à l'égard de l'audit des états financiers se trouve sur le site Web du CEAF à l'adresse suivante : www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities. Cette description fait partie du rapport de notre auditeur.

MESURE DANS LAQUELLE L'AUDIT A ETE JUGE CAPABLE DE DETECTER DES IRREGULARITES, Y COMPRIS DES FRAUDES

Les irrégularités, y compris la fraude, sont des cas de non-respect des lois et des règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, décrites ci-dessus, pour détecter les anomalies significatives concernant les irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures sont capables de détecter des irrégularités, y compris des fraudes, est détaillée ci-dessous.

Nous avons examiné la nature du secteur d'activité du groupe et son environnement de contrôle, ainsi que la documentation du groupe concernant ses politiques et procédures relatives à la fraude et à la conformité aux lois et réglementations. Nous avons également interrogé la direction et les administrateurs sur l'identification et l'évaluation des risques d'irrégularités, y compris ceux spécifiques au secteur d'activité du groupe.

Nous avons acquis une compréhension des cadres juridiques et réglementaires dans lesquels le groupe exerce ses activités et avons identifié les principales lois et réglementations qui :

- a eu un effet direct sur la détermination des montants significatifs et des informations à fournir dans les états financiers. Il s'agit notamment de la loi britannique sur les sociétés et de la législation fiscale ; et
- n'ont pas d'effet direct sur les états financiers mais dont le respect peut être fondamental pour la capacité du Groupe à fonctionner ou pour éviter une pénalité significative. Il s'agit notamment de la loi de 2000 sur les services et marchés financiers, de la réglementation européenne sur l'infrastructure des marchés et de la loi sur l'Organisation de compensation des produits dérivés de la Commodity Exchange Act.

Nous avons discuté avec l'équipe de mission d'audit, y compris les équipes d'audit des composantes et les spécialistes internes concernés, tels que les spécialistes de la fiscalité, des évaluations, des régimes de retraite, des technologies de l'information et de l'industrie, des possibilités et des incitations qui peuvent exister au sein de l'organisation en matière de fraude, ainsi que de la manière dont la fraude peut se produire dans les états financiers.

A la suite de ce qui précède, nous avons identifié le plus grand potentiel de fraude dans la dépréciation des immobilisations incorporelles générées à l'interne. Pour y remédier, nous avons cartographié un échantillon d'ajouts d'actifs incorporels au projet concerné et évalué si les coûts avaient été correctement capitalisés. Pour un échantillon d'actifs pour lesquels aucune dépréciation n'a été identifiée par la direction, nous avons évalué l'évaluation des indicateurs de dépréciation par la direction. Lorsque des dépréciations ont été comptabilisées par la direction, avec la participation de nos spécialistes de l'évaluation, nous avons évalué la pertinence des charges de dépréciation de la direction.

Comme pour tous les audits effectués dans le cadre d'ISA (Royaume-Uni), nous sommes également tenus d'appliquer des procédures spécifiques pour répondre au risque de dérogation de la direction. Pour lutter contre le risque de fraude par le contournement des contrôles par la direction, nous avons vérifié la pertinence des écritures de journal et d'autres ajustements ; évalué si les jugements portés lors de l'établissement des estimations comptables sont révélateurs d'un biais potentiel ; et évalué la justification commerciale de toute transaction importante qui est inhabituelle ou qui sort du cours normal des affaires.

En plus de ce qui précède, nos procédures pour répondre aux risques cernés comprenaient les éléments suivants :

- examiner les informations fournies dans les états financiers en testant les pièces justificatives afin d'évaluer la conformité aux dispositions des lois et règlements pertinents décrits comme ayant un effet direct sur les états financiers ;
- la mise en œuvre de procédures analytiques pour identifier toute relation inhabituelle ou inattendue susceptible d'indiquer des risques d'anomalies significatives dues à la fraude ;
- s'informer auprès de la direction et du conseiller juridique interne au sujet des litiges et des réclamations réels et potentiels, ainsi que des cas de non-conformité aux lois et règlements ; et
- lire les procès-verbaux des réunions des responsables de la gouvernance, examiner les rapports d'audit interne et examiner la correspondance avec les organismes de réglementation, y compris HMRC, la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne, la Commodities Futures Trading Commission, l'Autorité suisse de surveillance des marchés financiers, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité des marchés financiers et la Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement.

RAPPORT SUR LES AUTRES EXIGENCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

AVIS SUR D'AUTRES QUESTIONS PRESCRITES PAR LA LOI DE 2006 SUR LES SOCIETES

A notre avis, d'après les travaux entrepris au cours de l'audit :

- les informations figurant dans [le rapport stratégique et] le rapport des directeurs pour l'exercice pour lequel les états financiers sont établis sont conformes aux états financiers ; et
- Le rapport stratégique et le rapport des directeurs ont été préparés conformément aux exigences légales applicables.

A la lumière de la connaissance et de la compréhension du groupe et de la société mère et de leurs environnements acquis au cours de l'audit, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives dans le rapport stratégique ou le rapport des administrateurs.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus de faire rapport par exception

En vertu de la loi sur les sociétés de 2006, nous sommes tenus de faire rapport sur les questions suivantes si, à notre avis, nous sommes d'avis :

- la société mère n'a pas tenu de registres comptables adéquats, ou des rapports adéquats pour notre audit n'ont pas été reçus de succursales que nous n'avons pas visitées ; ou
- les états financiers de la société mère ne sont pas conformes aux registres comptables et aux déclarations ; ou
- certaines divulgations de la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas faites ; ou
- Nous n'avons pas reçu toute l'information et les explications dont nous avons besoin pour notre vérification.

Nous n'avons rien à signaler à ce sujet.

UTILISATION DE NOTRE RAPPORT

Ce rapport est adressé uniquement aux membres de la société, en tant qu'organe, conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi sur les sociétés de 2006. Notre travail d'audit a été entrepris afin que nous puissions informer les membres de la société des questions que nous sommes tenus de leur signaler dans un rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons de responsabilité envers quiconque autre que la société et les membres de la société en tant qu'organisme, pour notre travail d'audit, pour ce rapport ou pour les opinions que nous avons formées.

Rizwan Majid (Commissaire aux comptes)

Pour et au nom de Deloitte LLP

Londres

17 septembre 2025

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024			2023		
		Sous-jacent M€	Non sous- jacent M€	Total M€	Sous-jacent M€	Non sous- jacent M€	Total M€
Revenue de compensation	4	728.1	-	728.1	674.2	-	674.2
Autre revenue	4	240.7	-	240.7	243.6	-	243.6
Frais de règlement nets	4	5.0	-	5.0	5.7	-	5.7
Partage des revenus	4	(24.5)	-	(24.5)	(35.4)	-	(35.4)
Chiffre d'affaires net		949.3	-	949.3	888.1	-	888.1
Revenus de trésorerie	20	5 298.9	-	5 298.9	6 032.8	-	6 032.8
Charges de trésorerie	20	(4 985.5)	-	(4 985.5)	(5 701.0)	-	(5 701.0)
Revenu net de trésorerie		313.4	-	313.4	331.8	-	331.8
Autres revenus	4	1.4	-	1.4	2.3	-	2.3
Revenu total		1 264.1	-	1 264.1	1 222.2	-	1 222.2
Coût sur les ventes		(239.9)	-	(239.9)	(216.8)	-	(216.8)
Marge brute		1 024.2	-	1 024.2	1 005.4	-	1 005.4
Charges d'exploitation	5	(330.7)	(15.0)	(345.7)	(315.1)	(10.8)	(325.9)
Bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations, amortissements et dépréciations		693.5	(15.0)	678.5	690.3	(10.8)	679.5
Dotations aux amortissements et dépréciations	5	(95.7)	(11.8)	(107.5)	(86.7)	(11.8)	(98.5)
Résultat d'exploitation		597.8	(26.8)	571.0	603.6	(22.6)	581.0
Produits financiers	7	74.9	-	74.9	63.3	-	63.3
Charges financières	7	(9.2)	-	(9.2)	(8.7)	-	(8.7)
Résultat financière nette		65.7	-	65.7	54.6	-	54.6
Bénéfice (perte) avant impôt		663.5	(26.8)	636.7	658.2	(22.6)	635.6
Taxation	8	(166.9)	5.1	(161.8)	(162.8)	5.4	(157.4)
Résultat de l'exercice		496.6	(21.7)	474.9	495.4	(17.2)	478.2
Résultat net attribuable à :							
Détenteurs d'actions		496.6	(21.7)	474.9	488.7	(17.2)	471.5
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	6.7	-	6.7
		496.6	(21.7)	474.9	495.4	(17.2)	478.2

Conformément à l'article 408 de la loi sur les sociétés de 2006, la société est exemptée de l'obligation d'établir son propre compte de résultat individuel.

L'annexe des pages 24 à 85 fait partie intégrante des présents comptes consolidés.

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M€	2023 M€
Bénéfice de l'exercice		474.9	478.2
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Gains (pertes) nets sur la réévaluation d'actifs financiers par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global		24.3	(0.3)
(Gains)/pertes nets sur les montants reclassés dans le compte de résultat		(5.2)	0.3
Gain de change sur la reconversion d'opérations à l'étranger		0.1	0.4
Impôt sur la réévaluation d'actifs financiers susceptibles d'être requalifiés en résultat net	8	(4.3)	0.8
		14.9	1.2
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :			
Gains/(pertes) de réévaluation des régimes à prestations définies au Royaume-Uni		1.2	(41.7)
Impôt différé lié à la réévaluation du régime à prestations définies au Royaume-Uni		0.2	14.8
Echange (pertes) sur la conversion de l'impôt différé sur les régimes à prestations définies du Royaume-Uni		(0.2)	(0.3)
Réévaluation (pertes) des régimes à prestations définies à l'étranger		-	(0.5)
Impôt différé lié à la réévaluation des régimes à prestations définies à l'étranger		-	0.1
		1.2	(27.6)
Total du résultat étendu de l'exercice		491.0	451.8
Total du résultat global attribuable à :			
Détenteurs d'actions		491.0	445.1
Participations ne donnant pas le contrôle		-	6.7
Total du résultat étendu de l'exercice		491.0	451.8

Les transactions de l'exercice considéré et des exercices précédents provenaient des activités poursuivies.

L'annexe des pages 24 à 85 fait partie intégrante des présents comptes consolidés.

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Au 31 décembre 2024

	Note	2024 M€	2023 M€
Actifs non courants			
Immobilisations Incorporelles	9	426.5	430.3
Immobilisations corporelles	11	31.5	13.2
Clients et autres créances	13	1.2	1.2
Avantages sociaux	19	5.9	4.3
Actifs d'impôt différé	8	9.7	8.0
Total des actifs non courants		474.8	457.0
Actif à court terme			
Clients et autres créances	13	339.9	630.4
Créances d'impôt à court terme		6.5	2.6
Prêts avec entités parent	17	650.9	526.0
Créances auprès de membres compensateurs	12	724,842.0	761,345.7
Opérations de compensation et autres placements financiers	20	21,855.1	19,935.2
Compensation de trésorerie et des équivalents de trésorerie	20	87,865.8	99,859.9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1,426.9	1,250.2
Total de l'actif à court terme		836,987.1	883,550.0
Total de l'actif		837,461.9	884,007.0
Passif			
Passif à court terme			
Fournisseurs et autres créditeurs	15	(519.8)	(346.3)
Dettes d'impôts exigibles		(136.2)	(5.6)
Dettes envers des entités du groupe		(113.5)	(194.6)
Provisions	21	-	-
Dettes auprès de membres compensateurs	12	(817,495.6)	(865,429.9)
Default funds	18	(17,260.2)	(16,294.3)
Total du passif à court terme		(835,525.3)	(882,270.7)
Passifs non courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	15	(22.8)	-
Passifs d'impôts différés	8	(15.8)	(8.7)
Obligations en matière de prestations de retraite	19	(4.5)	(5.6)
Total des passifs non courants		(43.1)	(14.3)
Total du passif		(835,568.4)	(882,285.0)
Actif net		1,893.5	1,722.0
Capitaux propres : Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société			
Capital social ordinaire	23	72.5	72.5
Prime d'émission	23	316.1	316.1
Autre réserve		78.0	78.0
Réserve légale		5.6	5.3
Report à nouveaux		1,421.3	1,250.1
Total des fonds propres		1,893.5	1,722.0
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Total des capitaux propres		1,893.5	1,722.0

L'annexe des pages 24 à 85 fait partie intégrante des présents comptes consolidés.

Les comptes (numéro d'immatriculation 04743602) ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 17 septembre 2025 et signés en son nom par :

Daniel Maguire
PDG
LCH Group Holdings Limited
17 septembre 2025

ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M€	Retraité 2023 M€
Activités d'exploitation			
Bénéfice de l'exercice		474.9	478.2
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et le cash-flow net :			
Taxation	8	161.8	157.4
Charges financières nettes	7	(65.8)	(54.6)
Amortissements et dépréciations d'immobilisations incorporelles	5	108.6	98.4
Paielements fondés sur des actions		6.4	10.0
(gains)/pertes de change		(2.3)	(6.7)
Autres mouvements		(1.1)	(3.1)
Variations du fonds de roulement et mouvements des autres actifs et passifs :			
Diminution/(augmentation) des débiteurs, des contrats et des autres actifs		299.0	(298.0)
Diminution des créditeurs, des contrats et des autres passifs		172.6	(139.7)
(Diminution)/augmentation des soldes nets des membres compensateurs		(365.5)	651.1
Flux de trésorerie d'exploitation		788.5	893.2
Intérêts reçus		35.6	32.5
Intérêts payés		(0.2)	(0.3)
Impôts nets payés		(123.6)	(8.8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		700.3	916.5
Activités d'investissement			
Paielements pour les actifs incorporels	9	(98.5)	(103.0)
Paielements pour immobilisations corporelles		(2.2)	(0.8)
Produit du prêt		(727.7)	(648.5)
Remboursement du prêt		639.4	505.9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(189.0)	(246.3)
Activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires	24	(318.9)	(275.9)
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle		-	(111.0)
Contribution sur les paiements fondés sur des actions		(6.4)	(10.0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(325.3)	(397.0)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		185.1	273.2
Traduction sur le marché des changes		(9.1)	25.6
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		1,250.2	951.4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre		1,426.9	1,250.2

Les flux de trésorerie du Groupe LCH n'incluent pas la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par la société pour le compte de ses membres compensateurs en vue de leurs opérations en tant que gestionnaires des systèmes de compensation et de garantie. Ces soldes représentent les marges et les fonds par défaut détenus pour des contreparties de courte durée dans le cadre de ces opérations. L'évolution des soldes compensateurs représente la variation du solde des garanties en espèces des membres et les intérêts versés aux membres sur ce sol. Les intérêts reçus par le placement de la garantie du membre compensateur sont inclus dans les autres ajustements du fonds de roulement dans les flux de trésorerie d'exploitation.

ETAT CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Capital social appelé M€	Prime émission M€	Autres réserves M€	Réserve M€	Report à nouveaux M€	Intérêts minoritaires M€	Total M€
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023	72.5	316.1	78.0	5.3	1,122.6	62.3	1,656.8
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2023	-	-	-	-	471.5	6.7	478.2
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	(26.4)	-	(26.4)
Total du résultat global	-	-	-	-	445.1	6.7	451.8
Dividende approuvé au cours de l'exercice	-	-	-	-	(268.2)	(7.8)	(276.0)
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	(49.8)	(61.2)	(111.0)
Contribution sur les paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	10.1	-	10.1
Charge de paiements fondés sur des actions, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(9.7)	-	(9.7)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	72.5	316.1	78.0	5.3	1,250.1	-	1,722.0
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2024	72.5	316.1	78.0	5.3	1,250.1	-	1,722.0
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024					474.9	-	474.9
Autres éléments du secteur des éléments apparents (pertes)					16.1	-	16.1
Total du résultat global					491.0	-	491.0
Dividendes approuvés au cours de l'exercice					(318.9)	-	(318.9)
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle					-	-	-
Contribution sur les paiements fondés sur des actions					6.4	-	6.4
Charge de paiements fondés sur des actions, déduction faite de l'impôt					(7.3)	-	(7.3)
Ajustement de conversion de devise				0.3			0.3
Capitaux propres au 31 décembre 2024	72.5	316.1	78.0	5.6	1,421.3	-	1,893.5

L'annexe des pages 24 à 85 fait partie intégrante des présents comptes consolidés.

NOTES AFFERENTES AUX COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2024

1. BASE DE PREPARATION ET CONVENTIONS COMPTABLES**BASE DE PREPARATION**

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables internationales (IAS) adoptées par le Royaume-Uni.

Aucune norme n'a été adoptée prématurément au cours de l'année.

Les principales conventions comptables appliquées à la préparation de ces états financiers sont présentées ci-après. Ces politiques ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les comptes annuels sont établis selon la convention de coût historique telle que modifiée par la réévaluation des actifs et passifs détenus à la juste valeur et sur la base des méthodes comptables du Groupe.

Le Groupe utilise un format en colonnes pour la présentation de son compte de résultat consolidé. Le lecteur dispose ainsi de données supplémentaires relatives à la situation financière et aux résultats d'exploitation. Le Groupe présente le bénéfice de l'exercice avant tout élément non sous-jacent, ce qui met en évidence plus clairement les tendances de l'activité du Groupe et donne une indication de la performance durable du Groupe. Les éléments de produits et de charges qui sont significatifs par leur taille et/ou leur nature ne sont pas considérés comme ayant été encourus dans le cours normal des activités et sont classés comme des éléments non sous-jacents dans le compte de résultat dans leur catégorie pertinente. Le bénéfice sous-jacent est rapproché du bénéfice avant impôt au compte de résultat.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales, tous les soldes et transactions inter sociétés étant éliminés. Comme l'autorise l'article 408 de la loi sur les sociétés de 2006, la déclaration des résultats de la société n'a pas été incluse dans ces états financiers. Les états financiers de la Société et les notes afférentes pour l'exercice sont présentés aux pages 79 à 83.

Les filiales sont consolidées à compter de la date à laquelle le Groupe en acquiert le contrôle et continuent d'être consolidées jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse. Le contrôle comprend le pouvoir d'orienter les activités de la filiale de manière à obtenir un rendement variable de ses activités. Cela se fait en général par la propriété directe des droits de vote.

Les états financiers des filiales sont établis pour le même exercice que celui du Groupe selon des méthodes comptables cohérentes. Des ajustements sont apportés pour tenir compte des différentes méthodes comptables qui peuvent exister. Tous les soldes et transactions intragroupe significatifs ont été éliminés lors de la consolidation.

Le Groupe applique une politique de traitement des opérations avec des participations minoritaires à travers le modèle de l'entité économique. Les opérations avec des participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées en capitaux propres.

La Société est une société à responsabilité limitée, limitée par des actions et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles.

Continuité de l'exploitation

Les administrateurs ont procédé à une évaluation de la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation et à faire face aux fonds propres réglementaires actuels et futurs. Cela a été fait à l'aide du budget et du plan financier à moyen terme (« MTFP ») du Groupe, d'une analyse de sensibilité et de scénarios de stress et de tests inversés. L'incidence des conditions inflationnistes actuelles du marché et de la volatilité persistante des taux d'intérêt a été prise en compte dans le cadre de la présente évaluation. Les administrateurs ont une attente raisonnable que le Groupe et la Société disposent de ressources suffisantes pour continuer à exister pendant une période de 12 mois à compter de l'autorisation de publication des états financiers. Le Groupe continue de bénéficier d'un trading rentable et dispose d'un bilan solide avec des actifs nets positifs. Les contrats portant sur la majorité des bourses pour lesquels le Groupe est autorisé bénéficient d'un délai de préavis d'au moins 1 an. Le Groupe compte un grand nombre de membres compensateurs et ne dépend pas indûment d'un seul Membre compensateur ou groupe de membres compensateurs.

Le 31 janvier, la Commission européenne a adopté l'équivalence CCP du Royaume-Uni, qui prolonge encore l'équivalence actuelle jusqu'au 30 juin 2028. Sur cette base, nous attendons de l'ESMA qu'elle annonce la reconnaissance de LCH Ltd. dans le mois à venir. La reconnaissance de l'ESMA s'appliquera à tous les services et devises de LCH Ltd jusqu'au 30 juin 2028. A ce titre, LCH Ltd continue d'être reconnue comme une CCP de catégorie 2 dans le cadre d'EMIR, conformément à la décision équivalente temporaire, et elle continue d'être directement soumise aux exigences d'EMIR et à la surveillance de l'ESMA. Les clients de l'UE continueront d'accéder aux marchés mondiaux, y compris au pool mondial multidevises de LCH Ltd. Cela signifie qu'il n'y aura aucun changement ni dans les normes ni dans les opérations quotidiennes. Tous les processus et services restent inchangés.

Les administrateurs ont également examiné l'impact des développements continus en Europe et au Moyen-Orient, y compris l'impact des sanctions existantes et nouvelles qui pourraient être imposées aux entreprises russes sur les marchés où la société opère. Les administrateurs ne s'attendent pas à ce que ces facteurs aient une incidence importante sur l'évaluation de la continuité de l'exploitation de la Société et continueront de surveiller la situation de près. D'un point de vue opérationnel, la Société a mis en place des processus pour assurer le respect de ces sanctions.

Au cours de l'année 2020, LCH SA a reçu l'autorisation de continuer à offrir des services au Royaume-Uni pendant une période maximale de 3 ans dans le cadre du régime de reconnaissance temporaire (TRR). Le TRR a été modifié le 22 décembre 2022 pour être prolongé jusqu'au 31 décembre 2024. Le 19 novembre 2024, LCH SA a été reconnue comme CCP par la Banque d'Angleterre.

En outre, les administrateurs n'ont actuellement pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation. Par conséquent, les états financiers continuent d'être préparés sur la base de la continuité de l'exploitation.

Devise de présentation

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros, qui est également la monnaie fonctionnelle de la Société. Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant leur monnaie fonctionnelle.

Retraitement de l'état des flux de trésorerie

Au cours de l'exercice en cours, la présentation des flux de trésorerie a été simplifiée afin de montrer les mouvements nets des soldes des membres compensateurs dans la section opérationnelle de l'état des flux de trésorerie. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux actifs des membres compensateurs, aux passifs des membres compensateurs, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie des membres compensateurs et aux autres actifs financiers des activités de compensation ont été présentés nets en tant que « soldes nets des membres compensateurs ».

Les données comparatives de l'exercice précédent ont été retraitées sur la même base, de sorte que l'évolution des « activités de compensation autres actifs financiers » (529,7 millions d'euros de sorties) qui était précédemment présentée dans les activités d'investissement est désormais incluse dans les activités opérationnelles.

De plus, le prêt à la société mère immédiate a été mal classé dans les activités de financement alors que le mouvement de trésorerie (142,7 millions d'euros) aurait dû être présenté dans les activités d'investissement et que les intérêts reçus et les intérêts payés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont été reclassés des flux de trésorerie liés aux activités de financement en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, l'achat de participations ne donnant pas le contrôle étant lié à un changement de participation de filiales dont le contrôle n'est pas perdu, le montant de 111,0 millions d'euros a été reclassé des activités d'investissement aux activités de financement.

Aucun changement n'a été apporté à l'« augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie » globale.

Cashflow statement as published in 2023 Financial Statements		2023 restated comparatives	
	2023		2023
Cashflows arising from operating activities		Cashflows arising from operating activities	
Increase in clearing business cash and cash equivalents	17,466.3 [A.2]	Increase in net clearing member activities	651.3 [A.1], [A.2]
Decrease in fair value of member assets	(9,209.0) [A.2]	Interest received	32.2 [D]
Decrease in fair value of member liabilities	(9,442.0) [A.2]		
Increase in default funds	1,306.3 [A.2]	Net cashflow from operations	925.4 [A.1], [D]
Net cashflow from operations	363.6 [A.1], [A.2]	Net cashflow from operating activities	916.5 [A.1], [D]
Net cashflow from operating activities	354.8 [A.1], [A.2]		
Cashflows from investing activities		Cashflows from investing activities	
(Purchase) of clearing business other financial assets	529.7 [A.1]	Proceeds from loan	(648.5) [C]
Investment in subsidiary	111.0 [B]	Repayment of loan	505.9 [C]
Net cashflow from investing activities	315.0	Net cashflow from investing activities	(246.3) [A.1], [B]
Cashflows from financing activities		Cashflows from financing activities	
Loan amount repaid	(142.6) [C]	Purchase of non-controlling interest	(111.0) [B]
Interest Received	32.5 [D]	Net cashflow from financing activities	(397.0) [B], [C], [D]
Interest Paid	(0.3) [D]	Increase in cash and cash equivalent	273.2
Net cashflow from financing activities	(396.4)		
Increase in cash and cash equivalent	273.4		

[A.1] Reclassificaiton of *clearing business other financial asset* from *cashflow from investing activities* to *cashflow within operating activities*

[A.2] Presentation of movement in cashflow from clearing business activities as "*net clearing member activities*".

[B] Reclassificaiton of "*Investment in subsidiary*" from *investing activities* to "*Purchase of non-controlling interest*" in *financing activities*

[C] Reclassificaiton of "*loan amount repaid*" from *cashflow from financing activities* to *cashflow from investing activities* as "*Proceeds from loan*" and "*Repayment of loan*"

[D] Reclassificaiton of "*interest received and interest paid*" from *cashflow from financing activities* to *cashflow from operating activities* as "*interest received*"

Retraitement de la participation dans des filiales d'une période antérieure

Dans les états financiers de la Société pour 2024, les données comparatives de l'exercice précédent pour les participations dans les filiales (note 28) ont été retraitées. La raison de ce retraitement est due à la reprise de la dépréciation de la participation de la Société dans LCH SA, à la suite d'une évaluation de la valorisation de LCH SA. Il ressort clairement de l'examen de l'évaluation effectuée au cours des périodes précédentes qu'il y avait suffisamment de marge au-dessus de la valeur comptable pour renverser entièrement la dépréciation de 119,9 millions d'euros détenue sur l'investissement.

Cet impact sur les comparatifs de 2023 est illustré ci-dessous :

	2023 tel que publié précédemment M€	Ajustement M€	Retraité 2023 M€
Investissement dans des filiales			
Coût			
Au 1 ^{er} janvier	999.4	-	999.4
Ajouts	111.0	-	111.0
Au 31 décembre	1,110.4	-	1,110.4
Dépréciation cumulée			
Au 1 ^{er} janvier	(187.0)	119.9	(67.1)
Au 31 décembre	(187.0)	119.9	(67.1)
Valeur comptable nette	923.4	119.9	1,043.3

Jugements et estimations

Les jugements et les estimations sont régulièrement évalués sur la base de l'expérience historique, des circonstances actuelles et des attentes d'événements futurs.

Estimations :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les domaines suivants nécessitent l'utilisation d'estimations. Il s'agit des secteurs identifiés comme présentant une incertitude quant aux estimations et qui présentent un risque important d'entraîner des ajustements significatifs de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice :

- *L'évaluation des obligations au titre des prestations définies au titre des prestations définies* nécessite l'estimation de l'inflation et des taux de mortalité, le rendement attendu des actifs et le choix d'un taux d'actualisation approprié (voir note 19).
- *L'évaluation des soldes des membres compensateurs* : La Société compense les soldes importants lorsqu'il existe un droit légal de compensation et une intention de régler net et présente les soldes nets dans l'état de la situation financière. Cependant, comme la Société agit en tant que mandant dans ces transactions et a un passif égal pour chaque actif, il n'y a pas de risque significatif pour la position d'actif net de la Société, si ces estimations s'avèrent inexactes (voir note 20).
- *L'évaluation des immobilisations incorporelles* : Les valeurs recouvrables des actifs et des unités génératrices de trésorerie pertinents sont fondées sur des calculs de la valeur d'utilité à l'aide des meilleures estimations de la direction de la performance future et des estimations du rendement requis par les investisseurs pour déterminer un taux d'actualisation approprié (voir note 10).

Jugements

Lors de l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les jugements suivants ont été portés :

- Etant donné que la méthode de compensation n'est pas explicitement prescrite dans IAS 32 Instruments financiers : Présentation, le Groupe utilise son jugement pour effectuer la compensation à l'intérieur des soldes des membres compensateurs. Les valeurs comptables des soldes sont compensées à ce que le Groupe considère comme un niveau approprié pour aboutir aux soldes nets présentés dans l'état de la situation financière. La base sera examinée de temps à autre pour s'assurer que l'approche utilisée est la plus appropriée.
- Le Groupe et la Société font preuve de discernement et, le cas échéant, font appel à des experts tiers pour évaluer les obligations qu'ils pourraient avoir en raison de positions fiscales incertaines auprès des autorités fiscales compétentes.
- Le Groupe a comptabilisé un actif de retraite dans la section LCH Limited du fonds de pension britannique LSEG. L'acte de fiducie confère à la Société un droit inconditionnel à un remboursement de l'actif excédentaire du régime lors de la liquidation du régime et la Société estime que ce montant est recouvrable dans les circonstances actuelles. Si l'actif devait être décomptabilisé, il n'y aurait pas d'impact sur le compte de résultat, tous les mouvements étant comptabilisés dans le compte des autres éléments du résultat global. La comptabilisation de l'actif sera maintenue à l'étude.

DEVELOPPEMENTS COMPTABLES RECENTS

Normes, interprétations et modifications des normes publiées en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice, les modifications suivantes aux normes sont entrées en vigueur. Celles-ci n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe :

- Modifications d'IFRS 16 Contrats de location : Obligations locatives dans le cadre d'une cession-bail ;

- Modifications d'IAS 1 Présentation des états financiers : Classement des passifs en passifs courants ou non courants et passifs non courants assortis de clauses restrictives ;
- Modifications d'IAS 7, Tableau des flux de trésorerie, et d'IFRS 7, Informations à fournir sur les instruments financiers : Accords de financement des fournisseurs ;

Normes, interprétations et modifications des normes publiées qui ne sont pas encore en vigueur

Les normes nouvelles et modifiées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur, à la date des états financiers du Groupe sont présentées ci-dessous. Nous avons l'intention de les adopter, le cas échéant, lorsqu'elles entreront en vigueur

Le Royaume-Uni a adopté les normes comptables internationales et les interprétations	Date d'entrée en vigueur
Modifications d'IAS 21 Effets des variations des taux de change : manque de taux de change ¹	1 ^{er} janvier 2025
Modifications d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 7 Informations à fournir sur les instruments financiers : classement et évaluation des instruments financiers ¹	1 ^{er} janvier 2026
IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers ²	1 ^{er} janvier 2027 ³
IFRS 19 Filiales non tenues à l'obligation de rendre des comptes au public : informations à fournir ¹	1 ^{er} janvier 2027 ³
<p>1 Ces modifications ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.</p> <p>2 L'IFRS 18 remplace l'IAS 1 et énonce de nouvelles dispositions importantes sur la présentation des états financiers, en mettant particulièrement l'accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'état des profits ou pertes, y compris les exigences relatives à la présentation des sous-totaux obligatoires. - L'agrégation et la désagrégation de l'information, y compris l'introduction de principes généraux sur la façon dont l'information doit être agrégée et désagrégée dans les états financiers. - Informations à fournir sur les mesures de performance définies par la direction (MPM), qui sont des mesures de la performance financière fondées sur un total ou un sous-total exigé par les IFRS avec des ajustements (p. ex., le résultat net ajusté). Les entités seront tenues de présenter les MPM dans les états financiers avec les informations à fournir, y compris les rapprochements des MPM avec le total ou le sous-total le plus proche calculé conformément aux IFRS. <p>L'impact sur les états financiers est encore en cours d'évaluation.</p> <p>3 Pas encore approuvé par le UK Endorsement Board</p>	

METHODES COMPTABLES

Etat des résultats

Les revenus proviennent de la compensation, du règlement et d'autres services post-négociation.

- **Les revenus des frais de compensation** proviennent des frais provenant des transactions ou des contrats compensés et réglés, des services de reporting, de gestion des risques et des ressources financières. Les produits sont comptabilisés lorsque le service est rendu par transaction ou, dans les cas où il y a des frais annuels fixes, mensuels à terme échu, conformément aux barèmes de frais du Groupe, nets de toutes les taxes de vente applicables.

- **Les autres produits tirés des commissions** comprennent les frais facturés pour les services de compression, les garanties autres qu'en espèces et les autres services post-négociation, qui sont comptabilisés en tant que produits sur une base linéaire sur la période de service, car cela reflète le transfert continu de services.

Les revenus sont présentés nets des remises, des taxes de vente, des coûts répercutés et de certains accords de partage des revenus. Les revenus présentés au recto du compte de résultat sont les commissions de règlement nettes qui sont considérées comme faisant partie des opérations de trading de l'activité principale.

Les contrats conclus avec des clients à l'échelle du groupe qui contiennent une seule obligation de prestation à un prix fixe n'exigent pas de contrepartie variable pour être contraints ou attribués à plusieurs obligations de prestation. Cependant, le Groupe fournit également des services à ses clients dans le cadre d'une structure tarifaire et échelonnée qui génère une certaine variabilité dans les flux de revenus du contrat. Lorsque le chiffre d'affaires futur d'un contrat varie en raison de facteurs indépendants de la volonté du Groupe, le Groupe limite le prix total de la transaction à la date d'entrée en vigueur du contrat et comptabilise le chiffre d'affaires minimum attendu garanti par les termes du contrat. Tout élément variable est par la suite comptabilisé dans la période au cours de laquelle le facteur variable apparaît.

Les revenus de commissions accumulés, mais non encore facturés à la date de clôture, sont indiqués comme commissions à recevoir dans les créances commerciales et autres créances.

Revenu net de trésorerie

Les produits de trésorerie comptabilisés dans les activités de compensation de la CCP comprennent les produits nets de trésorerie générés par les actifs de trésorerie déposés auprès de la CCP en tant que fonds de marge et de défaut dans le cadre du processus de gestion des risques.

Les frais de trésorerie sont le résultat des intérêts payés aux membres à un taux de référence au jour le jour, moins un écart et un placement au-delà du taux de référence.

Le bénéfice net de trésorerie est présenté séparément des produits dans le compte de résultat afin de le distinguer des produits provenant d'autres activités et de permettre une meilleure compréhension des activités d'exploitation de la Société.

Ententes de partage des recettes - montants déduits des recettes

Les montants déduits des revenus comprennent les accords de partage des revenus en vertu desquels, dans le cadre d'un accord d'exploitation, les montants sont dus à l'autre partie à l'accord d'exploitation. Lorsqu'un passif a été créé à la suite de la comptabilisation d'actifs utilisés pour générer une part des revenus, il sera comptabilisé dans le compte de résultat de manière systématique sur la durée de vie utile de ces actifs et déduit des coûts de la part des revenus correspondants.

Coût des ventes

Les éléments de dépenses qui sont directement attribuables à la création d'un produit ou à la fourniture d'un service qui génère directement des revenus ou qui a la capacité de générer des revenus sont classés comme coût des ventes.

Ententes de partage des revenus - coût des ventes

Les coûts de partage des revenus se rapportent aux ententes de partage des revenus avec OTCDerivNet Ltd et FXGlobalClear Ltd où la part des revenus n'est pas limitée au montant des revenus payables à ces membres. En tant que tels, ils ont été classés dans le coût des ventes, au fur et à mesure qu'ils se présentent, plutôt que comme une déduction des revenus.

Avantages sociaux

Le Groupe gère des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies pour ses collaborateurs.

Le coût du versement des prestations en vertu des régimes à prestations déterminées est déterminé à l'aide de la méthode des unités projetées. Selon cette méthode, les prestations de chaque participant au titre des régimes sont estimées sur la base de la pension totale à laquelle chaque participant est censé avoir droit à la retraite. Le passif est la valeur actualisée totale des prestations attribuées aux particuliers aux fins de l'évaluation à la date d'évaluation et est fondé sur des conseils actuariels. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition ou immédiatement si les prestations sont acquises. Lorsqu'un règlement ou une réduction se produit, la variation de la valeur actuelle des passifs du régime et de la juste valeur des actifs du régime reflète le gain ou la perte qui est comptabilisé dans le compte de résultat.

Le montant net des intérêts imputés au résultat net est calculé à l'aide d'hypothèses actuarielles fixées au début de la période de rapport annuel et du passif au titre des prestations définies et de la valeur de l'actif au début de la période de présentation de l'information financière, ajustés pour tenir compte des cotisations et des paiements de prestations effectifs effectués au cours de la période.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans leur intégralité dans l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel ils sont réalisés. Le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies dans l'état de la situation financière comprend le total, pour chaque régime, de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (sur la base d'un taux d'actualisation basé sur des obligations d'entreprises de haute qualité notées AA ou équivalentes), déduction faite de la juste valeur des actifs du régime à partir desquels les obligations doivent être réglées directement. La juste valeur est basée sur les informations sur les prix du marché et, dans le cas des titres cotés, sur le prix acheteur publié.

Lorsque la monnaie des prestations sera comptabilisée dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle de la société employeuse, tout écart de change résultant de l'actif ou du passif sera comptabilisé dans le compte du résultat global.

La cotisation payable à un régime à cotisations déterminées est proportionnelle aux services rendus par les employés et est comptabilisée à titre de charge dans le compte de résultat au sein des avantages du personnel au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Rémunération à base d'actions

Le Groupe met en œuvre des plans de rémunération en actions pour les salariés, réglés en actions de la société mère faitière, LSEG. La charge au compte de résultat est déterminée par la juste valeur des options octroyées ou des actions attribuées à la date d'attribution, en tant que mesure indirecte de la valeur des services rendus par le Groupe et comptabilisés sur la période d'acquisition concernée.

Les régimes de rémunération à base d'actions sont comptabilisés comme étant réglés selon les capitaux propres. Le Groupe comptabilise un coût pour ces transactions, représentatif du fait que le Groupe a reçu un apport en capital de LSEG qui a été dépensé en rémunération en actions, le crédit correspondant étant enregistré en capitaux propres. Un débit sera alors également enregistré en capitaux propres et une dette intersociétés enregistrée reflétant l'investissement du Groupe.

Taxation

Les actifs et passifs d'impôt différé et exigible ne sont compensés que lorsqu'ils relèvent du même groupe fiscal déclarant et lorsqu'il existe à la fois un droit légal de compensation et l'intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

L'impôt sur le résultat relatif aux éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global est imputé ou crédité, le cas échéant, aux autres éléments du résultat global et n'a pas d'effet sur le bénéfice de l'exercice.

Impôt à payer

Les actifs et passifs d'impôt à court terme pour la période en cours et les périodes antérieures sont évalués au montant qui devrait être recouvré auprès des autorités fiscales compétentes ou qui devrait leur être versé. Les taux d'imposition et les lois fiscales utilisés pour calculer le montant sont ceux qui sont édictés ou qui ont été adoptés pour l'essentiel à la date de clôture.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du passif sur les différences temporelles à la date de l'état de la situation financière entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables aux fins de l'information financière à l'aide des taux d'imposition et des lois promulguées ou édictées pour l'essentiel à la date de clôture.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible pour les imputer sur les différences temporelles déductibles, sauf lorsque l'actif d'impôt différé provient de participations dans des filiales et qu'il n'est pas probable que les différences temporelles se résorbent dans un avenir prévisible.

Devises étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des entités individuelles sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière et les écarts de change qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultat, à l'exception des différences résultant des actifs ou passifs de retraite qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les transactions en devises sont enregistrées aux taux de change en vigueur à la date de la transaction dans le compte de résultat et ne sont pas réévaluées.

Lors de la consolidation, les résultats des activités non libellées en euros sont convertis en euros aux taux de change moyens de la période. Les actifs et passifs de ces activités sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture ; Les écarts de change éventuels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les flux de trésorerie libellés en devises sont convertis en euros aux taux de change moyens de l'exercice ou au taux en vigueur au moment de l'opération le cas échéant.

Eléments non sous-jacents

Les éléments de produits et de charges qui sont significatifs par leur taille et/ou leur nature ou les éléments qui ne sont pas considérés comme ayant été encourus dans le cours normal des activités sont classés comme des éléments non sous-jacents dans la version initiale du compte de résultat dans leur catégorie pertinente. Le reporting séparé de ces éléments permet de donner une indication de la performance durable du Groupe.

Subventions gouvernementales

Les subventions ou autres aides similaires à recevoir sont comptabilisées dans le compte de résultat sur la période au cours de laquelle les dépenses sont encourues lorsqu'il est prévu que les montants seront reçus.

Etat de la situation financière*Investissements*

Dans ses comptes individuels, la Société comptabilise ses participations dans des filiales au coût diminué de la valeur de toute provision pour dépréciation qui pourrait être nécessaire. Le produit de ces placements est comptabilisé en relation avec les distributions reçues.

Immobilisations incorporelles autres que l'achalandage

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill sont initialement comptabilisées au coût et sont capitalisées dans l'état de la situation financière. Lorsque des actifs sont acquis à la suite d'une acquisition d'entreprise ou de la négociation d'un accord d'exploitation, les justes valeurs sont attribuées aux actifs acquis. Après la comptabilisation initiale, les actifs sont amortis à des taux calculés de manière à amortir leur coût sur une base linéaire sur leur durée de vie utile estimée.

Un actif incorporel généré en interne et issu du développement commercial du Groupe est créé si l'actif peut être identifié, son coût mesuré de manière fiable et s'il est probable qu'il générera des bénéfices économiques futurs. L'amortissement est facturé à partir de la date à laquelle le produit, le service, le processus ou le système développé est disponible pour l'utilisation. Les logiciels auto-développés sont généralement amortis sur une base linéaire sur des périodes allant de 3 à 5 ans, parfois plus longtemps le cas échéant. Les licences pour les logiciels acquis sont amorties sur 12 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées au coût et capitalisées dans l'état de la situation financière et sont comptabilisées au coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur cumulées. L'amortissement est prévu pour toutes les immobilisations corporelles à des taux calculés de manière à amortir le coût, moins la valeur résiduelle estimée fondée sur les prix courants, de chaque actif au cours de sa durée de vie utile prévue, comme suit :

- la remise à neuf locative pendant la durée du bail (jusqu'à un maximum de 10 ans) ;
- Matériel informatique et logiciels achetés depuis 3 à 5 ans
- Matériel de bureau et autres immobilisations sur 3 à 5 ans

Un élément d'actif corporel est sorti des comptes lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation continue. Tout gain ou perte résultant du retrait de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'élément) est comptabilisé dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'élément est retiré.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Le goodwill et les immobilisations incorporelles en cours de développement font l'objet d'un examen annuel de dépréciation ou d'un examen plus fréquent s'il y a des événements ou des changements de circonstances qui indiquent que la valeur comptable de l'actif n'est peut-être pas entièrement recouvrable. Les autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles font l'objet d'un examen de dépréciation s'il y a des événements ou des changements de circonstances qui indiquent que la valeur comptable de l'actif n'est peut-être pas entièrement recouvrable.

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et les autres actifs sont répartis entre des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») contrôlées par la direction. L'examen de la dépréciation consiste à comparer la valeur comptable du goodwill ou d'un autre actif attribué aux unités génératrices de trésorerie connexes avec sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des frais de vente est calculée en fonction du montant auquel l'actif pourrait être cédé, déduction faite des coûts associés à la vente.

La valeur d'utilité est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus pouvant résulter de l'utilisation continue des actifs, y compris ceux résultant de leur cession finale, à un taux d'actualisation basé sur le marché sur une base avant impôts. Les valeurs comptables des goodwills, des immobilisations incorporelles ou des immobilisations corporelles sont dépréciées du montant de la dépréciation éventuelle et cette perte est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elle survient. La valeur comptable du goodwill attribué à une unité génératrice de trésorerie est prise en compte pour déterminer le gain ou la perte sur cession de l'unité.

Instruments financiers

Le Groupe classe ses instruments financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat (« FVPL »), en juste valeur par autres éléments du résultat global (« FVOCI ») ou en coût amorti. La classification dépend du modèle économique du Groupe pour la gestion de ses instruments financiers et du fait que les flux de trésorerie générés sont « uniquement des paiements de principal et d'intérêts » (« SPPI »).

a) Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers qui sont détenus afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts. Ce montant comprendra la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe, ainsi que les créances clients et autres créances. Les soldes de négociation des membres compensateurs relatifs aux opérations de vente et de rachat et aux autres créances des membres compensateurs des activités des CCP entrent également dans cette catégorie.

b) Les actifs financiers chez FVOCI sont des actifs dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte des flux de trésorerie contractuels ou par la vente de l'actif. Les flux de trésorerie contractuels reçus sont uniquement des paiements de principal et intérêt. Cette catégorie comprend les investissements dans des actifs financiers et des titres de créance cotés (principalement des obligations d'Etat) détenus par les activités CCP du Groupe, qui sont utilisés dans le cadre du modèle d'affaires à la fois pour collecter les flux de trésorerie contractuels et pour bénéficier d'une vente. Les actifs doivent également réussir le test SPPI pour être considérés comme FVOCI. Tout bien qui échoue à ce test est immédiatement

transféré dans la classification FVPL et traité en conséquence. Tout résultat net comptabilisé dans les autres éléments du résultat global sur les instruments de dette est recyclé dans le compte de résultat si l'actif est vendu avant l'échéance. Lorsque le Groupe détient une participation au capital de FVOCI, tout résultat sur la participation reste dans les autres éléments du résultat global et n'est pas recyclé lors de la cession.

c) Les actifs financiers à la juste valeur par le biais de la preuve comprennent tous les autres actifs financiers qui ne sont pas classés comme coût amorti ou FVOCI. Cette catégorie comprend les soldes de négociation des membres compensateurs des entreprises des CCP, qui comprennent des dérivés, des actions et des titres de créance qui sont évalués à la valeur du marché sur une base quotidienne.

d) Les passifs financiers au coût amorti sont l'ensemble des passifs financiers qui ne sont pas inclus dans les passifs financiers à la juste valeur. Il s'agit des dettes fournisseurs et autres du Groupe, des emprunts et des autres dettes envers les membres compensateurs.

e) Les passifs financiers à la juste valeur du résultat net sont des passifs qui doivent être détenus à la juste valeur. Cela comprend tous les soldes de négociation des membres compensateurs des entreprises des CCP, y compris les produits dérivés, les actions et les instruments de dette, qui sont évalués à la valeur du marché sur une base quotidienne.

Déficience

Le Groupe adopte une approche prospective pour estimer les pertes de valeur sur les actifs financiers. Une perte de crédit attendue (« ECL ») est calculée sur la base de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et les flux de trésorerie attendus. La différence est actualisée au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Actifs financiers au coût amorti – les ECL pour les créances clients et la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont calculés à l'aide de l'approche simplifiée d'IFRS 9 sur la base des ECL sur la durée de vie. La provision s'appuie sur l'expérience historique du Groupe en matière de taux de recouvrement, ajustée des facteurs prospectifs propres à chaque contrepartie et à l'environnement économique dans son ensemble afin de créer une matrice de pertes attendues.

Actifs financiers détenus à la FVOCI – les actifs financiers du Groupe détenus à la FVOCI sont constitués d'obligations d'Etat de haute qualité qui présentent un faible risque de crédit. La politique du Groupe est de calculer une ECL à 12 mois sur ces actifs. S'il y a une augmentation significative du risque de crédit, une ECL à vie sera calculée. Une augmentation significative du risque de crédit est considérée comme s'étant produite lorsque les paiements contractuels sont en retard de plus de 30 jours ou que la notation de crédit de la contrepartie s'est détériorée de manière significative.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais de la preuve de résultat – conformément à l'IFRS 9, aucune ECL n'est requise pour les actifs détenus à la valeur par la suite.

Les pertes de valeur sur les actifs financiers restants sont évaluées selon l'approche générale. Le Groupe calcule une provision pour pertes sur la base des ECL à 12 mois à chaque date de clôture jusqu'à ce qu'il y ait une augmentation significative du risque de crédit de l'instrument financier, après quoi le Groupe calculera une provision pour pertes basée sur les ECL sur la durée de vie, comme décrit ci-dessus pour les actifs FEVOCI.

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est déclaré au bilan lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe établit la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation reconnues. Il s'agit notamment de l'utilisation externe de les prix disponibles sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les participants au marché. Lorsque l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation sont utilisées, les hypothèses sont validées par rapport aux données d'entrée observables par le marché.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, les dépôts à court terme et d'autres instruments et structures qui sont facilement convertibles en montants connus de trésorerie et sont assujettis à un risque négligeable de variation de valeur.

Ces montants se rapportent à des fonds générés en relation avec les activités opérationnelles du Groupe et peuvent être déposés auprès de banques, y compris les banques centrales, ou investis en toute sécurité dans des contrats de prise en pension au jour le jour (« reverse repos »).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités de compensation représentent les montants reçus des membres compensateurs pour couvrir les marges initiales et de variation et les contributions au fonds par défaut qui ne sont pas investies dans des obligations. Ces sommes sont déposées auprès des banques, y compris les banques centrales, ou investies en toute sécurité dans des contrats de prise en pension au jour le jour (« reverse repos »).

Fonds de défaut et dépôts sur marge

Les membres compensateurs contribuent à des fonds de défaillance gérés par la CCP afin de garantir l'intégrité des marchés en cas de défaillances multiples dans des circonstances de marché extrêmes. Les contributions au fonds par défaut versées par les membres compensateurs sont en espèces. Les membres compensateurs peuvent choisir d'utiliser des espèces ou des titres pour couvrir les exigences de marge initiale ; La marge de variation réalisée ne peut être couverte qu'en numéraire. Les membres peuvent donner directement des titres en gage au moyen d'un mécanisme de livraison bilatéral. La marge initiale en espèces, la marge de variation et les dépôts sur fonds par défaut sont reflétés dans l'état de la situation financière à titre d'actif et de passif.

Le montant des dépôts de marge disponibles fluctuera au fil du temps en raison, entre autres, de l'ampleur des positions ouvertes détenues à un moment donné par les participants au marché dans des contrats et des taux de marge alors en vigueur pour ces contrats.

La marge initiale hors trésorerie n'est pas prise en compte dans l'état de la situation financière. Ces actifs non monétaires sont conservés en lieu sûr, et le Groupe n'en prend pas la propriété juridique, car les risques et les avantages restent à la charge du membre compensateur, à moins que et jusqu'à ce que le membre compensateur ne s'acquitte de ses obligations envers le Groupe.

Sortie des actifs et passifs financiers

Un actif ou un passif financier est généralement décomptabilisé lorsque le contrat qui lui a donné naissance est réglé, vendu, annulé ou arrive à échéance. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre auprès du même prêteur mais selon des conditions substantiellement différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont substantiellement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité(e) comme une décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif. La différence entre les valeurs comptables respectives, ainsi que les coûts ou frais encourus, sont alors comptabilisés dans le compte de résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées pour les obligations courantes nées à la suite d'événements passés lorsqu'il est probable qu'un transfert d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et qu'elle peut être estimée de manière fiable. Toutes les provisions, à l'exception de celles qui découlent des engagements au titre des régimes de retraite, ne sont pas actualisées lorsque l'effet de l'actualisation serait négligeable.

Baux

Le Groupe est locataire d'actifs.

Groupe en tant que locataire

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles (note 11).

Le Groupe a appliqué des taux d'actualisation spécifiques au pays et à l'entité pour toutes les locations de biens et autres actifs. La maturité des engagements de location du Groupe est indiquée dans la note de gestion des risques (note 2). Les dettes locatives sont incluses dans les créditeurs et autres créditeurs (note 15).

Les loyers variables sont liés à un indice accessible au public et la valeur des actifs est ajustée en conséquence.

Evaluation de la juste valeur

Le Groupe évalue les instruments financiers tels que les dérivés à la juste valeur à chaque date de clôture.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des participants au marché dans le cadre d'une transaction sans lien de dépendance à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur repose sur la présomption que l'opération de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu soit sur le marché principal de l'actif ou du passif, soit, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif. La juste valeur d'un actif ou d'un passif est évaluée à l'aide des hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, en supposant que les participants au marché agissent dans leur intérêt économique.

Le Groupe utilise des techniques d'évaluation adaptées aux circonstances et pour lesquelles des données suffisantes sont disponibles pour mesurer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données observables pertinentes et en minimisant l'utilisation des données non observables. Tous les actifs et passifs dont la juste valeur est évaluée ou indiquée dans les états financiers sont classés dans la hiérarchie des justes valeurs, décrite à la note 20.

Pour les actifs et passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers de manière récurrente, le Groupe détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant la catégorisation (sur la base de l'entrée du niveau le plus bas qui est significative pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble) à la fin de chaque période de reporting. Aux fins de la publication d'informations sur la juste valeur, le Groupe a déterminé des catégories d'actifs et de passifs sur la base de la nature, des caractéristiques et des risques de l'actif ou du passif et du niveau de hiérarchie des justes valeurs, comme expliqué ci-dessus.

Capitaux propres et éléments connexes

Capital social

Le capital-actions ordinaire comprend les actions ordinaires. Les autres réserves de capital sont décrites à la note 23. D'autres instruments sont classés comme passifs s'il existe une obligation de transfert d'avantages économiques et, dans le cas contraire, ils sont inclus dans les fonds des actionnaires. Le coût financier comptabilisé dans le compte de résultat au titre des instruments de fonds propres autres que les actions de capital est imputé sur les périodes pendant la durée de l'instrument à un taux constant sur la valeur comptable.

La prime d'émission comprend la différence entre le produit de l'émission des actions et leur valeur nominale.

Distributions de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires du Groupe sont comptabilisées en passif dans les états financiers du Groupe au cours de la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires du Groupe. Le Groupe maintient une politique de dividende durable et progressive.

2. GESTION DES RISQUES

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques financiers, principalement le risque de marché (volatilité des marchés financiers, risque de taux, risque de change), le risque souverain, le risque de crédit et le risque de liquidité. Outre les risques financiers, le Groupe est également exposé à d'autres risques tels que les risques opérationnels, juridiques, de conformité et de réputation. Le Groupe gère ces risques à travers différents mécanismes de contrôle et son approche de la gestion des risques se veut prudente et réactive aux évolutions de l'environnement de risque.

La responsabilité globale de la gestion des risques incombe au Conseil d'administration du Groupe. La responsabilité quotidienne est déléguée au Group Chief Risk Officer, qui veille à ce que la délégation soit effective aux dirigeants concernés sur la base de politiques de risque adaptées à l'appétit pour le risque du Conseil et discutées et approuvées par les comités de risque et les conseils d'administration du Groupe. L'application de ces politiques est assurée par les métiers en tant que 1^{ère} ligne de défense et par l'équipe de gestion des risques du Groupe formant la 2^{ème} ligne de défense, qui contrôle et gère les expositions découlant des différentes activités de compensation. Le caractère toujours pertinent des politiques de risque et des données clés sur les risques est régulièrement examiné par les Conseils d'administration du Groupe et des CCP et les sous-comités des risques du Conseil, et des audits des processus de gestion des risques sont effectués périodiquement.

Cadre de gestion des risques d'entreprise

Chacun des risques cernés dans la présente section est régi par le cadre de gouvernance des risques, publié et mis à jour au moins une fois par an par les conseils. Le cadre décrit l'appétit pour le risque global du Groupe et de ses CCP ; Définit chaque type de risque et spécifie la propriété et les niveaux de tolérance. Le cadre exige également que tous les risques soient mesurés, surveillés et signalés périodiquement au moyen d'un cadre de gestion des risques d'entreprise coordonné par les dirigeants principaux de la gestion des risques de la PCC.

Pour chacun des principaux types de risque, une description et un aperçu de l'approche de gestion des risques sont fournis ci-dessous.

Volatilité des marchés financiers (risque de marché latent)

Description du risque

La volatilité des marchés financiers sur lesquels le Groupe opère peut affecter négativement ses résultats et sa capacité à atteindre ses objectifs commerciaux. Les contreparties centrales du Groupe détiennent une position équilibrée sur tous les contrats compensés et ne courent aucun risque de marché significatif, sauf en cas de défaillance d'un membre compensateur. Dans un tel cas, le Groupe est exposé au risque de marché dans le portefeuille du défaillant lors de la clôture des contrats.

Approche de gestion des risques

Les politiques de gestion des risques de marché et de crédit du Groupe sont examinées et approuvées par ses comités de gestion des risques et ses conseils d'administration au moins une fois par an. Une gamme de méthodologies de mesure, y compris des modèles de marge empiriques et analytiques et des tests de résistance, sont utilisées quotidiennement pour quantifier et évaluer les niveaux de risque de crédit et de marché auxquels le Groupe peut être exposé, et donc le montant des ressources qui devraient être détenues pour couvrir ces risques.

Le risque de marché potentiel est réduit par la collecte d'une marge de variation sur les positions évaluées à la valeur de marché et par l'établissement d'exigences de marge initiales qui constituent l'estimation du risque de marché par le Groupe. Les marges initiales de tous les services de dédouanement sont calibrées et testées a posteriori à un niveau de confiance de 99,7 %. Cela a pour effet de réduire la probabilité de perte due à la défaillance d'un membre compensateur ayant le moins mauvais crédit acceptable au niveau d'un crédit noté AAA sur un horizon de 12 mois.

Les majorations initiales de marge sont calculées, le cas échéant, pour tenir compte de la concentration spécifique du membre compensateur, de la liquidité, du risque de contresens et du risque de crédit. La variation et la marge initiale sont collectées quotidiennement et réapprovisionnées en intraday sous réserve des seuils liés au crédit.

Les CCP du Groupe acceptent à la fois des espèces dans les principales devises et des garanties liquides non monétaires de haute qualité pour couvrir les exigences de marge. La liste des émetteurs de garanties non monétaires acceptables est restreinte et des décotes sont établies pour chaque type de titre en tenant compte des risques de marché, de crédit, de change, de pays et de liquidité, et sont calibrées à un niveau de confiance de 99,7 %. Toutes les garanties autres qu'en espèces sont réévaluées quotidiennement.

	2024 M€	2023 M€
Total des garanties détenues		
Marge reçue en numéraire	111,339.8	126,453.6
Marge reçue en titres autres qu'en espèces	213,096.4	198,964.9
Garanties	874.3	2,690.3
Responsabilité totale de la marge	325 310,5	328,108.8

Les nouveaux candidats à la compensation doivent répondre à des critères de crédit, financiers et opérationnels stricts, qui sont régulièrement revus dans le cadre de la politique de risque du Groupe. Tous les membres compensateurs se voient attribuer un score de crédit interne (« ICS ») et la méthodologie ICS fait l'objet d'une validation indépendante au moins une fois par an.

Les filiales opérationnelles exigent également que tous les membres compensateurs contribuent à des fonds de défaut préfinancés à utiliser si les marges d'un membre compensateur en défaut ne couvrent pas entièrement les coûts de clôture. Les ressources financières supplémentaires comprennent une partie du capital propre des CCP et d'autres contributions des membres compensateurs afin d'assurer la continuité des opérations en cours. Les fonds de défaut préfinancés sont séparés par service de compensation et dimensionnés de manière à être suffisants à tout moment pour couvrir le défaut des 2 groupes de membres compensateurs, ce qui donne lieu aux pertes supérieures à la marge les plus importantes dans un large éventail de scénarios plausibles de conditions de marché extrêmes.

Au 31 décembre 2024, le total des contributions des membres compensateurs aux fonds de défaillance s'élevait à 17 260,2 millions d'euros (2023 : 16 294,3 millions d'euros) (note 18). Les membres compensateurs s'engagent à verser des montants supplémentaires en cas de défaillance d'un membre compensateur équivalant à environ le double de ce montant, s'ils étaient nécessaires.

Les modèles qui calculent les marges, les décotes de garantie, les cotes de crédit des contreparties, les pertes de stress et les contributions au fonds de défaut sont validés de manière indépendante au moins une fois par an et répondent à toutes les exigences réglementaires applicables.

Risque souverain

Description du risque

Les difficultés des Etats souverains en raison des inquiétudes du marché concernant les niveaux de dette publique et la capacité de certains gouvernements à assurer le service de leur dette au fil du temps pourraient avoir des effets négatifs sur la valeur et la liquidité des produits compensés, des garanties sur marge et des investissements du Groupe, ainsi que sur les membres compensateurs, leurs clients et le secteur financier dans son ensemble.

Approche de gestion des risques

Des cadres de risque spécifiques gèrent le risque souverain pour la compensation des titres à revenu fixe et les garanties sur marge, et tous les portefeuilles des membres compensateurs sont régulièrement surveillés par rapport à une série de scénarios de tensions souveraines qui modélisent les escalades du risque souverain. En outre, les limites d'investissement et les cadres de surveillance des contreparties et des membres compensateurs sont sensibles aux changements des indicateurs économiques et des marchés financiers, ce qui permet au Groupe de mesurer, de surveiller et d'atténuer les expositions au risque souverain et de réagir rapidement aux changements réels ou anticipés.

Les comités de gestion des risques et le Conseil d'administration surveillent ces risques, et le cadre de gestion des risques souverains continue de protéger le Groupe contre une volatilité potentiellement sévère des marchés de la dette souveraine.

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient des participations dans les Etats suivants (ou émetteur équivalent) :

	2024		2023	
	Valeur de l'investissement M€	Proportion du portefeuille %	Valeur de l'investissement M€	Proportion du portefeuille %
Souverain (ou équivalent)				
France	20,277.8	38 %	24,885.7	43 %
ETATS-UNIS	16,639.8	31 %	15,453.0	27 %
Royaume-Uni	13,618.7	25 %	12,406.4	21 %
Union européenne	1,490.2	3 %	2,687.3	5 %
Autre	1,609.0	3 %	1,622.2	3 %
Allemagne	105.1	0 %	493.4	1 %
Suisse	206.6	0 %	227.4	0 %
Finlande	-	0 %	193.6	0 %
	53,947.2	100 %	57,969.0	100 %

Le total ci-dessus comprend d'autres actifs financiers d'un montant de 21 855,1 millions d'euros (contre 19 941,1 millions d'euros en 2023) ainsi que des dépôts en espèces de la banque centrale.

Risque de crédit

Description du risque

Le risque de crédit survient si une contrepartie du Groupe n'est pas en mesure ou ne veut pas honorer un engagement financier envers le Groupe. L'exposition au risque de crédit résulte directement du réinvestissement des liquidités détenues par le Groupe, principalement dans le cadre de ses activités de contrepartie centrale visant à collecter des contributions de marge et de fonds de défaut auprès de ses membres compensateurs.

Approche de gestion des risques

Le portefeuille d'investissements du Groupe est investi conformément à des politiques de risque claires qui exigent un placement sûr d'une partie significative du portefeuille, soit par le biais d'accords de prise en pension avec des établissements de crédit et des institutions financières, en recevant en garantie de titres d'Etat, garantis par l'Etat ou supranationaux de haute qualité, soit en investissant directement dans ces titres ou en plaçant des liquidités auprès des banques centrales.

La politique de risque d'investissement exige que les titres reçus en garantie fassent l'objet d'une décote sur leur valeur de marché, que la maturité moyenne du portefeuille ne dépasse pas 2 ans et que, bien que des liquidités puissent être déposées sur une base non garantie, celles-ci ne peuvent être qu'à court terme auprès d'institutions bancaires de haute qualité et limitées à une moyenne sur 12 mois de 5 % et à un maximum de 10 % de l'ensemble des investissements des établissements de crédit.

Le montant des fonds propres de LCH Limited à risque de défaillance d'un établissement bancaire ou de l'émetteur d'un instrument de dette est limité à 15,0 millions d'euros par la provision pour pertes autres que défaillance à appliquer au titre des pertes qui résultent autrement que de la défaillance d'un membre compensateur et qui menacent la solvabilité de la CCP. Ces règles ont été introduites en réponse à la révision des exigences de reconnaissance des CCP du Royaume-Uni, qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014. Les pertes sur défaut de trésorerie supérieures à 15,0 millions d'euros seraient réparties entre les membres compensateurs.

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de placements s'élevait à 110 602,1 millions d'euros (2023 : 120 211,1 millions d'euros), dont 99,8 % (2023 : 99,8 %) ont été investis de manière sécurisée. La note 20 contient une analyse plus approfondie du portefeuille de placements, y compris par type et par hiérarchie de la juste valeur.

Toutes les contreparties, y compris les membres compensateurs, les contreparties centrales interopératrices, les contreparties d'investissement, les dépositaires et les établissements de règlement et de paiement, les Etats souverains et les banques centrales, sont évaluées selon le cadre interne de notation de crédit du Groupe LCH. Ce cadre intègre des éléments du profil financier de la contrepartie, notamment le financement, la liquidité, le capital, la rentabilité et la qualité des actifs, ainsi qu'une évaluation détaillée de la capacité opérationnelle. Le cadre de notation est validé de manière indépendante au moins une fois par an. Des scores de crédit minimaux sont fixés pour l'adhésion à tout service de compensation et également pour que les institutions soient éligibles à l'investissement ou en tant que CCP interopérants et intermédiaires de paiement, de règlement et de conservation. Ces cotes de crédit minimales sont fixées dans les politiques de risque qui sont examinées et approuvées chaque année par les conseils d'administration des CCP. La politique de risque exige également que des marges accrues soient appliquées aux membres compensateurs lorsque leur cote de crédit se détériore en dessous du niveau d'entrée. D'autres mesures peuvent inclure une réduction des tolérances de crédit et une réduction forcée des expositions. Les contreparties et les intermédiaires d'investissement dont la cote de crédit est inférieure au minimum fixé par la politique ne seront plus éligibles.

Le Groupe interagit actuellement avec plusieurs autres CCP en Europe pour les produits compensés en numéraire. L'interopérabilité avec une autre contrepartie centrale présente des risques analogues à ceux auxquels le Groupe est exposé avec ses adhérents compensateurs. Le risque de crédit est géré selon le même cadre d'évaluation du crédit que celui appliqué aux membres compensateurs et aux autres contreparties. Pour couvrir le risque de marché latent découlant des expositions interopérables, toutes les contreparties centrales interopérables sont soumises à une marge quotidienne. En vertu de la réglementation européenne, les contreparties centrales ne sont pas autorisées à contribuer au fonds de

défaillance d'une autre contrepartie centrale, mais des majorations de marge équivalentes sont appliquées aux expositions interoperables, ce qui garantit une protection complète préfinancée à tout moment.

Au 31 décembre 2024, la marge interopérative totale placée et reçue dans le cadre d'accords de réciprocité avec d'autres CCP s'élevait respectivement à 5,2 milliards d'euros et 4,8 milliards d'euros (contre 7,5 milliards d'euros et 5,0 milliards d'euros en 2023). L'exposition maximale au risque de crédit relative aux actifs financiers est représentée par la valeur comptable à la date de l'état de la situation financière.

Analyse par notation de crédit

Le tableau ci-dessous présente les soldes des membres compensateurs et le portefeuille d'investissements du Groupe par référence à la notation de crédit (Fitch) des contreparties. Le portefeuille de trésorerie comprend des liquidités bancaires et d'autres actifs financiers.

Juste valeur des transactions avec les membres compensateurs (notations attribuées en référence aux principales agences)	2024 M€	2023 M€
Notation des membres compensateurs :		
AAA/AA+/AA/AA-	94,979.3	27,673.5
A+/A/A-	369,881.5	506,922.5
BBB+/BBB/BBB-	84,947.6	168,530.8
Autre, <BBB-, non classé	166,739.2	49,978.5
Total des transactions en cours avec les membres compensateurs	716,547.6	753,105.3
Portefeuille d'investissement et de trésorerie du Groupe (notations attribuées en référence aux grandes agences)	M€	M€
AAA/AA+/AA/AA- Soutenu par le gouvernement	53,658.9	57,579.2
AA/AA+/AAA sécurisé	55,136.4	62,008.6
A/A-/A+/A-/BBB+ Sécurisé	0.0	0.0
AA/AA+/AAA Non garanti	25.8	6.8
Portefeuille total d'investissements et de liquidités	108,821.1	119,594.6

Le risque de crédit total du Groupe est représenté par le total des actifs financiers du Groupe, tels qu'ils sont présentés à la note 20.

Risque de concentration

Description du risque

Le risque de concentration peut découler d'expositions importantes à des marchés individuels, soit par le biais d'une seule position importante, soit d'un groupe de positions.

Approche de gestion des risques

Le risque de concentration directe se pose dans plusieurs domaines d'activité des CCP du Groupe et, afin d'éviter des concentrations excessives de risque, le Groupe maintient un portefeuille diversifié d'investissements liquides de haute qualité et fait appel à une gamme diversifiée de dépositaires, de banques de paiement et de règlement et d'agents.

Les risques de concentration indirecte, subordonnés à la défaillance d'un membre compensateur, sont gérés dans le cadre de la politique de risque par divers moyens, y compris des majorations de marge pour les positions concentrées importantes, des restrictions sur certains émetteurs de garanties autres qu'en espèces et des limites sur les expositions agrégées aux groupes de membres dans les activités de compensation et d'investissement.

Au 31 décembre 2024, la plus forte concentration d'expositions d'investissement était de 38 % du portefeuille total d'investissements destinés à l'Etat français (contre 43 % en 2023 à l'Etat français).

Procyclicité

Description du risque

Les contreparties centrales d'importance systémique reconnaissent qu'elles ont une responsabilité importante à l'égard de leurs membres compensateurs et des autres acteurs du marché de veiller à ce que leurs actions n'amplifient pas inutilement les tensions existantes sur les marchés. En effet, les actions d'atténuation des risques excessivement procycliques sont indésirables pour les CCP du Groupe tant du point de vue de la gestion des risques que d'un point de vue macro-économique et réglementaire.

Approche de gestion des risques

Les CCP de LCH reconnaissent que, bien qu'un certain niveau de procyclicité puisse être inévitable, puisqu'ils doivent se protéger en veillant à ce que des marges adéquates soient détenues contre le risque, des normes ont été introduites pour s'assurer que les préoccupations relatives à la

procyclicité sont prises en compte de manière appropriée dans le cadre de risque et les modèles de marge, de décote et de notation de crédit. Ces normes exigent que tous les modèles utilisés pour établir les niveaux de ressources demandées aux participants, et qui peuvent donc être des sources de résultats procycliques, soient testés à l'aide d'une longue période d'intrants historiques.

Risque de taux d'intérêt

Description du risque

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt lié à la trésorerie et aux soldes de placement qu'il conserve, aux soldes de marge et de défaut qu'il détient auprès des membres compensateurs et aux prêts et emprunts qu'il a émis.

Approche de gestion des risques

Les actifs productifs d'intérêts sont généralement investis à plus long terme que les passifs productifs d'intérêts, dont le taux d'intérêt est généralement réinitialisé quotidiennement. Cela rend les revenus des bons du Trésor vulnérables à la volatilité des taux au jour le jour et aux variations des écarts entre les taux au jour le jour et les taux à terme. Les expositions aux taux d'intérêt sont gérées à l'aide de paramètres définis d'appétence au risque, en fonction desquels les sensibilités sont surveillées quotidiennement. Le risque sur le capital du Groupe est géré dans le cadre de limites de risque de taux exprimées en pourcentage du capital de chaque filiale et calculées selon des scénarios de crise. L'exposition maximale à coupon fixe sur tout actif du portefeuille de trésorerie est de 1 an.

Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt

Le Groupe vise à minimiser son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Toute exposition est principalement due à l'inadéquation entre les actifs productifs d'intérêts du Groupe et les passifs des membres productifs d'intérêts. Etant donné que le rendement des engagements des membres est généralement rajusté aux taux d'intérêt du marché en vigueur au jour le jour, le Groupe est exposé au temps nécessaire à la réinitialisation des taux d'intérêt de ses placements et à l'évolution des écarts entre les taux au jour le jour et les taux à terme.

Le tableau suivant présente l'impact estimé de l'exposition décrite au paragraphe ci-dessus sur le bénéfice consolidé après impôts et sur les bénéfices non distribués au sein des capitaux propres :

	2024			2023		
	+25 points de base M€	+50 pb M€	+100 points de base M€	+25 points de base M€	+50 pb M€	+100 points de base M€
Exposition nette des soldes de trésorerie et de marge des membres	(14.5)	(29.0)	(58.0)	(10.9)	(21.8)	(43.7)
Effet fiscal de ce qui précède	3.6	7.3	14.5	2.6	5.1	10.3
Baisse du bénéfice après impôts	(10.9)	(21.7)	(43.5)	(8.3)	(16.7)	(33.4)
	-25 pb M€	-50 pb M€	-100 points de base M€	-25 pb M€	-50 pb M€	-100 points de base M€
Exposition nette des soldes de trésorerie et de marge des membres	14.5	29.0	58.0	10.9	21.8	43.7
Effet fiscal de ce qui précède	(3.6)	(7.3)	(14.5)	(2.6)	(5.1)	(10.3)
Augmentation du bénéfice après impôts	10.9	21.7	43.5	8.3	16.7	33.4

Risque de liquidité

Description du risque

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations de paiement à leur échéance.

Le risque de liquidité existe en raison des flux opérationnels quotidiens tels que les remboursements de garanties en espèces aux membres compensateurs, la fourniture de liquidités pour faciliter le règlement et les flux de trésorerie résultant d'activités de placement. En cas de défaillance d'un membre compensateur, le Groupe doit transférer ou liquider le portefeuille du défaillant. Ce processus de gestion des défauts peut donner lieu à des exigences de liquidité supplémentaires pour couvrir les pertes découlant de la couverture ou de la liquidation du portefeuille, ainsi que pour remplir les obligations de règlement et de marge du défaillant jusqu'à ce que le portefeuille soit entièrement liquidé ou transféré.

Approche de gestion des risques

Le risque de liquidité est géré en s'assurant que les CCP du Groupe disposent de liquidités suffisantes pour faire face à leurs obligations de paiement, soutenues par des facilités de règlement des déséquilibres à court terme entre la trésorerie disponible et les obligations de paiement. Les contreparties centrales maintiennent des réserves de liquidité pour répondre aux besoins quotidiens attendus de liquidité opérationnelle,

sur la base de la sortie maximale de liquidité pertinente observée à partir d'un historique de données complet, et pour faire face à la défaillance modélisée des 2 groupes de membres compensateurs ayant les besoins de liquidité les plus importants lorsque des liquidités supplémentaires seront nécessaires pour que les contreparties centrales puissent continuer à remplir leurs obligations envers les membres compensateurs et les autres contreparties.

La gestion de la liquidité du Groupe est soumise à des objectifs minimaux stricts de liquidité fixés par les dirigeants de ses départements Risk et Collateral & Liquidity Management (« CaLM »). Ces objectifs sont réexaminés régulièrement et présentés aux comités de gestion des risques et aux conseils d'administration. Au quotidien, CaLM a pour mission de veiller à ce que chaque contrepartie centrale du Groupe puisse répondre à tout moment à ses besoins de financement, notamment pour assurer le bon fonctionnement de l'entreprise même en cas de défaillance d'un ou plusieurs adhérents compensateurs.

La capacité d'accéder à la liquidité dans des conditions de marché extrêmes est modélisée quotidiennement. Les ressources liquides comprennent les soldes de trésorerie disponibles, les facilités de financement garanties et, pour LCH SA, qui est une banque de la zone euro, l'accès aux liquidités de la banque centrale. LCH utilise la monnaie de la banque centrale lorsque de telles facilités sont à sa disposition en tant que CCP et sont réalisables, comme déterminé par un examen interne.

Le tableau ci-dessous analyse les passifs financiers du Groupe dans les groupes d'échéances pertinents sur la base de la période restante allant de la date de clôture à la date d'échéance contractuelle. Les montants indiqués dans le tableau sont les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

	Moins de 3 mois M€	3 mois à 1 an M€	1 à 5 ans M€	Total M€
Au 31 décembre 2024				
Transactions avec les membres compensateurs	(685,538.7)	(31,008.9)	-	(716,547.6)
Marge initiale et autres soldes des membres compensateurs	(100,948.0)	-	-	(100,948.0)
Fonds par défaut	(6,259.3)	(11,000.9)	-	(17,260.2)
Fournisseurs et autres créditeurs	(316.7)	(203.1)	-	(519.8)
	Moins de 3 mois M€	3 mois à 1 an M€	1 à 5 ans M€	Total M€
Au 31 décembre 2023				
Transactions avec les membres compensateurs	(730,264.3)	(22,847.3)	-	(753,111.6)
Marge initiale et autres soldes des membres compensateurs	(112,324.6)	-	-	(112,324.6)
Fonds par défaut	(6,973.2)	(9,321.1)	-	(16,294.3)
Fournisseurs et autres créditeurs	(171.0)	(183.8)	-	(354.8)

Les intérêts dus sur les passifs financiers sont basés sur des taux fixés quotidiennement.

Pour les fonds par défaut, la durée du passif correspond aux dates de réinitialisation des intérêts de l'actif. L'échéance moyenne pondérée de l'ensemble du portefeuille de trésorerie est de 86 jours (2023 : 65 jours), avec des critères de risque stricts liés à l'exposition aux taux d'intérêt.

Risque de change

Description du risque

Le risque de change survient parce que les sociétés du Groupe engagent généralement des dépenses dans leurs devises locales respectives tout en réalisant des revenus et des revenus de trésorerie dans plusieurs devises majeures. Les sociétés du groupe convertissent les actifs et passifs nets générés dans d'autres devises (principalement la livre sterling et le dollar américain au sein de LCH Limited) dans leurs devises fonctionnelles.

Approche de gestion des risques

LCH Limited convertit les soldes excédentaires en devises étrangères en euros lorsque cela est possible sur une base mensuelle. Cela atténue en partie l'impact des fluctuations des taux de change sur la performance financière du Groupe. Les écarts de change éventuels sur la conversion des actifs et passifs nets restants sont enregistrés dans le compte de résultat.

Le Groupe n'a pas de couvertures désignées mais cherche à gérer son risque en faisant correspondre les passifs en devises aux actifs monétaires. La volatilité résultant des mouvements de change est surveillée pour tous les comptes de résultat des filiales et, dans le cas des CCP, pour les fonds propres réglementaires.

Sensibilité aux taux de change

La Société examine les sensibilités aux fluctuations des taux de change qui sont appropriées aux conditions du marché. Au 31 décembre 2024, la Société a examiné les mouvements de la livre sterling et du dollar américain au cours de l'année 2024 et a conclu qu'une variation de 10 % des taux est un niveau raisonnable pour mesurer le risque pour la Société. Au 31 décembre 2024, si l'euro s'était affaibli ou renforcé de 10 % par

rapport à la livre sterling et/ou au dollar américain, toutes les autres variables étant maintenues constantes, l’impact sur le bénéfice après impôts de l’exercice clos le 31 décembre 2024 et sur les capitaux propres au 31 décembre 2024 est présenté, avec des données comparatives, dans le tableau ci-dessous. Les mouvements dans d’autres devises et entités ne sont pas significatifs.

En outre, les actifs nets du Groupe sont exposés à l’exposition de change lors de la reconversion des actifs nets des filiales à la date de clôture du bilan en dollars américains et en livres sterling. Cette reconversion n’affecte pas le bénéfice net du Groupe mais se répercute sur les autres éléments du résultat global et affecte les capitaux propres.

Le tableau ci-dessous comprend également l’impact sur les actions si l’euro avait évolué de 10 % par rapport au dollar américain et à la livre sterling.

	2024		2023	
	Bénéfice après impôt	Equité	Bénéfice après impôt	Equité
	M€	M€	M€	M€
Livre sterling – L’euro se renforce	(0.6)	(1.5)	9.1	8.5
Livre sterling – L’euro s’affaiblit	0.6	1.5	(9.1)	(8.5)
Dollar américain – L’euro se renforce	(3.4)	(3.9)	(0.8)	(1.3)
Dollar américain – L’euro s’affaiblit	3.4	3.9	0.8	1.3

Si le taux de change moyen de l’euro pour l’exercice clos le 31 décembre 2024 avait évolué de 10 pence par rapport à la livre sterling et de 10 cents par rapport au dollar américain, cela aurait fait varier le bénéfice d’exploitation du groupe pour l’année jusqu’à 58,9 millions d’euros (2023 : 52,5 millions d’euros).

Risque de règlement

Description du risque

Le risque de règlement est le risque que le Groupe effectue un paiement ou une livraison sans recevoir simultanément la livraison ou le paiement de la part de la contrepartie.

Approche de gestion des risques

Le Groupe atténue sensiblement ce risque en utilisant des mécanismes de livraison garantie et irrévocable contre paiement lorsqu’ils sont disponibles.

Risque bancaire de règlement

Description du risque

Le Groupe est exposé au risque de faillite d’une banque de règlement, ce qui entraînerait des pertes de crédit et des pressions sur la liquidité du Groupe.

Approche de gestion des risques

Le Groupe s’appuie sur une combinaison de modèles de banque centrale, d’agent de paiement et de banque de règlement commercial. Cette politique exige que seuls les soldes minimes non garantis des banques de règlement commercial soient autorisés à rester pendant la nuit, la majorité étant placée auprès des banques centrales. De tels soldes non garantis réduisent les limites de dépôt des banques commerciales. Les expositions de crédit intra journalières aux banques de concentration commerciale sont également surveillées et étroitement contrôlées.

Pour les sommes dues par les membres compensateurs, si l’agent de paiement ou la banque de règlement commercial n’est pas en mesure de transférer des fonds au Groupe, les membres compensateurs restent responsables de l’exécution de leurs obligations de paiement envers les CCP du Groupe.

Les politiques de risque spécifient des scores de crédit minimaux pour tous les intermédiaires de paiement et de règlement et que ceux-ci sont surveillés en permanence, avec un examen complet du crédit de la contrepartie effectué chaque année et un exercice de diligence raisonnable complet effectué au moins tous les 2 ans. Les cotes de crédit de la contrepartie sont dérivées du cadre décrit dans la section Risque de crédit ci-dessus.

Risque de garde*Description du risque*

Le risque de garde est le risque de perte sur les titres en dépôt en raison de l'insolvabilité, de la négligence, de l'utilisation abusive des actifs, d'une mauvaise administration ou d'une tenue inadéquate des registres du dépositaire.

Approche de gestion des risques

Bien que le risque d'insolvabilité des dépositaires centraux de titres ou des banques dépositaires utilisés par le Groupe soit faible, le Groupe atténue ce risque grâce à un cadre de due diligence qui garantit la mise en place d'arrangements juridiques et de processus opérationnels appropriés. De plus, la politique établit des exigences minimales d'admissibilité et exige la mise en place d'une évaluation régulière du crédit et de mesures d'urgence.

Risque de capital*Description du risque*

Le risque de capital est le risque que les entités du Groupe ne disposent pas de fonds propres suffisants pour faire face à leurs obligations. Cela comprend les risques que les organismes de réglementation augmentent les exigences de fonds propres ou que les niveaux de fonds propres s'érodent. Le capital est spécifiquement alloué, et donc à risque avant les ressources du membre compensateur, en cas de défaut d'un membre compensateur ou d'une contrepartie d'investissement. De plus, le capital peut être exposé à des pertes d'exploitation supérieures à la protection d'assurance.

Approche de gestion des risques

L'approche du Groupe en matière de gestion du capital et l'examen des exigences réglementaires actuelles sont détaillés dans la note de la déclaration au titre de l'article 172(1).

De plus :

- les cascades de défaillance pour chaque service de compensation, au sein de chacune des contreparties centrales filiales, comportent des fonds propres LCH au niveau de la filiale de la contrepartie centrale, à utiliser après les contributions du membre compensateur défaillant en matière de garanties et de fonds de défaillance et avant le solde des fonds de défaillance mutualisés et les ressources supplémentaires, non pré-remboursées, disponibles auprès des membres compensateurs. Au total, ces fonds propres à risque équivalent à 25 % de l'exigence de fonds propres réglementaires pour chaque CCP du Groupe ;
- la provision pour pertes autres que défaut pour LCH Limited (telle que détaillée dans la section **Risque de crédit**) limite le montant des fonds propres à risque en cas de défaut/perte d'investissement d'un établissement bancaire ou de l'émetteur d'un titre de créance à 15,0 millions d'euros pour cette entité
- le Groupe peut gérer sa structure capitalistique en faisant varier les rendements pour les actionnaires, en émettant de nouvelles actions ou en augmentant ou en réduisant les emprunts.

Risque de prévoyance*Description du risque*

Le risque de retraite découle du déficit potentiel des régimes de retraite à prestations définies du Groupe en raison d'un certain nombre de facteurs tels que les taux de mortalité ou les modifications des hypothèses d'inflation. Les régimes sont exposés à l'inflation, aux risques de taux d'intérêt et aux variations de l'espérance de vie des membres. Les actifs des régimes comportant un investissement significatif en actions participatives, le Groupe est exposé au risque de marché actions.

Approche de gestion des risques

La principale obligation de retraite du Groupe concerne la section LCH du régime de retraite du groupe London Stock Exchange au Royaume-Uni. Il est régi par les lois pertinentes et géré par les fiduciaires qui sont tenus d'entreprendre une évaluation formelle du financement tous les 3 ans et, lorsque les actifs sont jugés insuffisants, de convenir d'un calendrier des contributions à payer par LCH Limited pour compenser tout déficit sur une période de temps. Des détails sur le régime de retraite et les hypothèses utilisées pour évaluer leurs actifs et passifs sont présentés à la note 19.

Risque opérationnel*Description du risque*

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de défaillances liées au personnel, aux processus ou aux systèmes ou d'événements externes. Elle est inhérente à toute organisation commerciale et couvre un large éventail de questions. Le risque opérationnel de première ligne

est géré par l'entreprise, par exemple par le biais de procédures, de la documentation des processus, d'une autorisation indépendante et d'un rapprochement des transactions.

Approche de gestion des risques

Le Groupe s'est doté d'un cadre d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion des risques opérationnels. Pour ce faire, nous procédons à l'auto-évaluation des risques et des contrôles à l'aide d'une bibliothèque complète de risques et de contrôles à l'échelle du groupe et à l'élaboration d'indicateurs clés de risque, le cas échéant, ce qui permet d'intégrer la sensibilisation aux risques opérationnels dans la culture d'entreprise. Un département indépendant assure la gestion des risques opérationnels de deuxième ligne, en validant les auto-évaluations des risques et des contrôles et en rendant compte du risque opérationnel à la direction générale, au Conseil du Groupe et aux Conseils des CCP.

Les activités de l'entreprise font l'objet d'un programme d'audits internes, indépendants de la direction hiérarchique, et les résultats sont communiqués directement à la direction générale et aux comités d'audit du Groupe. A la suite de chaque examen, la direction mettra en place un plan d'action pour régler les problèmes relevés. L'audit interne évalue l'adéquation et l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe, ainsi que le niveau de conformité aux politiques, et fait rapport, en plus des rapports d'assurance combinés de la direction, aux comités d'audit et à la direction générale. Toute faiblesse importante est signalée aux conseils concernés.

Le Groupe dispose de plans d'urgence complets pour soutenir ses opérations et assurer la continuité de ses activités. Ces installations sont régulièrement testées.

Autres risques

Risques juridiques, de conformité et réglementaires

Ces catégories comprennent le risque que des contrats inapplicables, des poursuites ou des jugements défavorables puissent perturber ou affecter négativement les opérations ou la condition de l'organisation, et le risque de perte de licence ou d'autres pénalités imposées en raison du non-respect des réglementations régissant les activités des chambres de compensation dans chaque juridiction dans laquelle LCH opère.

Il incombe aux responsables des fonctions juridiques, réglementaires et de conformité de fournir aux conseils l'assurance que ces risques sont mesurés et surveillés, tandis que la responsabilité de toute mesure d'atténuation incombe aux chefs opérationnels et fonctionnels concernés.

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe reçoit des actions en justice en matière commerciale, d'emploi et autres. Lorsqu'un sinistre est plus susceptible qu'improbable d'entraîner une sortie économique des bénéfices du Groupe (et qu'il est mesurable), une provision est constituée représentant le coût attendu du règlement de ces sinistres.

Risque de réputation

Le maintien de la solide réputation du Groupe est la clé de sa rentabilité continue et relève de la responsabilité des conseils d'administration, de la direction et du personnel. En particulier, l'efficacité, la fiabilité et l'efficacité des opérations quotidiennes du Groupe sont primordiales pour sa réputation.

Risques commerciaux et stratégiques

Le risque d'entreprise est le risque de perte ou de diminution des bénéfices lorsque la baisse des volumes entraîne une baisse des revenus qui ne peut être compensée par un ajustement des coûts variables dans un délai raisonnable, tandis que le risque stratégique est le risque de réduction des bénéfices ou du capital découlant de décisions commerciales défavorables, d'une mise en œuvre inappropriée des décisions ou d'un manque de réactivité aux changements de l'industrie. Les chefs d'entreprise sont chargés de gérer ces risques et d'assurer une liaison étroite avec les conseils d'administration lorsque des problèmes surviennent.

Risque de projet et continuité des activités, sécurité de l'information et cyber-risques

Ces catégories de risques comprennent le risque pour les bénéfices et le capital découlant de déficiences d'exécution du projet, le risque de perte résultant de la perturbation de processus commerciaux ou informatiques critiques en raison de circonstances ou d'événements défavorables, et le risque que des données LCH précieuses et sensibles soient compromises, perdues ou utilisées à mauvais escient. Les responsables des fonctions métiers dédiées et de chaque métier sont chargés de gérer ces risques.

Risque de modèle

Il s'agit du risque, par exemple, qu'un modèle de marge ne saisisse pas l'essence de la perte de contrainte/des événements modélisés, ou qu'il y ait des erreurs dans le calcul sous-jacent, ce qui peut entraîner une sous-marge systémique pour les produits en question. La gestion du risque de modélisation relève de la responsabilité des responsables des secteurs d'activité qui s'appuient sur les modèles, et s'effectue par des tests et une maintenance appropriée des modèles, et en particulier par la gouvernance stricte requise pour le changement de modèle, y compris la validation d'experts indépendants et l'approbation de la haute direction. L'approbation du conseil d'administration est requise pour les modifications importantes apportées à des modèles importants.

Risque de gestion des défauts

Il s'agit du risque découlant de l'absence d'un processus bien défini et répété en place avant un événement de défaut, ce qui entraîne des inefficacités dans le traitement d'un défaut, de sorte qu'une détérioration importante de la valeur de marché des actifs détenus peut entraîner l'érosion des fonds propres de la CCP et des fonds de défaillance.

Pour chaque service, il est de la responsabilité du chef d'entreprise de s'assurer qu'un groupe de gestion des défauts fonctionnel est en place, conformément à la politique et aux directives de gestion des défauts du Groupe (dont le directeur des risques est responsable). Des exercices d'incendie sont effectués régulièrement afin d'évaluer le processus de gestion des manquements de la CCP et de cerner les points à améliorer.

Risques émergents

Le Groupe a également inclus une catégorie de risques émergents qui sont nouveaux et difficiles à quantifier en raison de leur nature éloignée ou évolutive. Dans la plupart des cas, l'atténuation de ces risques consiste à établir des plans d'urgence appropriés et à surveiller l'évolution du risque jusqu'à ce qu'il puisse être quantifié et éliminé ou inclus comme risque principal.

Risques liés au climat

Les organisations internationales, les gouvernements et les régulateurs s'efforcent d'intégrer les risques et les opportunités climatiques dans la prise de décision d'investissement, afin de permettre la transition vers une économie à faible émission de carbone. Il s'agit d'un domaine d'élaboration de politiques émergentes et de grande envergure, qui a un impact sur les acteurs des marchés financiers et les entreprises.

Le Groupe soutient des normes mondiales cohérentes et encourage la poursuite de l'alignement entre l'UE et le Royaume-Uni sur la finance durable. Le Groupe a élaboré des scénarios de risques liés au climat à moyen et à long terme, ainsi que leur impact sur les risques de crédit, opérationnels, de marché et de liquidité.

D'après l'évaluation actuelle des risques liés au climat, la direction conclut que le climat n'a pas d'impact significatif sur ces états financiers.

3. TAUX DE CHANGE

Les taux de change les plus significatifs par rapport à l'euro pour le Groupe sont les suivants :

	2024		2023	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Euro en Dollar américain	1.04	1.08	1.10	1.08
Euro en Livres Sterling	0.83	0.85	0.87	0.89

4. REVENUS

De plus amples informations sur la composition du chiffre d'affaires du Groupe sont fournies ci-dessous :

	2024 M€	2023 M€
Revenus SwapClear Clearing	467.3	403.6
Autres revenus OTC Clearing	78.9	69.7
Autres revenus NON-OTC Clearing	181.9	200.9
Revenus de compensation	728.1	674.2
Revenus tirés des frais de règlement	57.2	52.8
Frais de règlement	(52.2)	(47.1)
Revenus nets de règlement	5.0	5.7
Autres revenus	240.9	244.2
Réduction des coûts refacturés sans marge	(0.2)	(0.6)
Autres recettes provenant des frais	240.7	243.6
Ententes de partage des revenus	(24.5)	(35.4)
Revenus	949.3	888.1
Revenus de trésorerie	5,298.9	6,032.8
Charges de trésorerie	(4,985.5)	(5,701.0)
Revenu net de trésorerie	313.4	331.8
Autres revenus	1.4	2.3
Revenu total	1,264.1	1,222.2

Les autres revenus tirés des commissions comprennent les frais facturés pour les services de compression, les garanties autres qu'en espèces et les autres services post-négociation.

Le total des revenus de la Société provenant de contrats avec des clients, ventilés par moment de la comptabilisation des produits, est présenté ci-dessous. Le tableau suivant comprend d'autres produits de 1,4 million d'euros (2023 : 2,3 millions d'euros), qui se rapportent à des recharges de services à d'autres sociétés du Groupe.

	2024 M€	2023 M€
Des services satisfaits à un moment donné	560.1	523.4
Des services satisfaits dans le temps	389.2	367.0
Chiffre d'affaires total provenant de contrats avec des clients	949.3	890.4

Bien que le revenu total comprenne le revenu net de trésorerie, celui-ci est exclu du tableau de désagrégation car il n'entre pas dans le champ d'application de la norme IFRS 15 car il n'est pas gagné dans le cadre d'un contrat avec un client.

5. DEPENSES D'EXPLOITATION

Les éléments suivants sont inclus dans les charges d'exploitation avant dotations aux amortissements (le total des charges d'exploitation comprend les dépréciations et les éléments non sous-jacents ; une analyse est donnée en note 6) :

	2024 M€	2023 M€
Dépenses de personnel (note 19)	232.4	215.3
Taux de change (gains)	(2.0)	(1.1)
Dépenses de recherche	8.8	7.1
Autres charges d'exploitation	106.6	104.6
Charges d'exploitation avant dotations aux amortissements	345.7	325.9
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Amortissement - immobilisations incorporelles	85.3	81.4
Amortissement des immobilisations corporelles	4.4	4.8
Dépréciation des immobilisations incorporelles	17.8	12.3
Total des amortissements et dépréciations	107.5	98.5
Rémunération du vérificateur		
Frais exigibles pour l'audit de la Société	0.2	0.1
Frais exigibles pour l'audit des filiales de la Société	0.7	1.0
Services sans audit	-	-
Rémunération totale de l'auditeur	0.9	1.1

Les autres charges d'exploitation comprennent 94,5 millions d'euros de coûts informatiques (2023 : 76,2 millions d'euros) et 4,7 millions d'euros d'honoraires professionnels (2023 : 7,4 millions d'euros).

6. ELEMENTS NON SOUS-JACENTS

	2024 M€	2023 M€
Programme de restructuration	(15.0)	(10.8)
Amortissements et dépréciations d'immobilisations incorporelles	(11.8)	(11.8)
Effet fiscal des éléments non sous-jacents	5.1	5.4
Total des éléments non sous-jacents	(21.7)	(17.2)

Les éléments non sous-jacents en 2024 et 2023 concernent principalement la migration des services de compensation d'actions en espèces de LCH SA vers Euronext.

7. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2024 M€	2023 M€
Intérêts reçus sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	36.2	31.2
Intérêts reçus sur les soldes de prêts intersociétés	30.8	20.5
Produits financiers nets des avoirs de prévoyance	7.9	10.0
Autres produits d'intérêts	-	1.6
Produits financiers	74.9	63.3
Charges financières nettes sur les passifs au titre des régimes de retraite	(7.9)	(8.0)
Charges d'intérêts locatifs	(0.9)	(0.1)
Intérêts payés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0.4)	(0.6)
Frais financiers	(9.2)	(8.7)
Produits financiers nets	65.7	54.6

8. FISCALITE

Les principales composantes de la fiscalité sont les suivantes :

	2024 M€	2023 M€
Impôt à payer		
Taxe exigible au Royaume-Uni	(162.7)	(110.5)
Régularisation de l'impôt courant des exercices antérieurs	2.2	(6.9)
Charge fiscale courante à l'étranger	(0.5)	(43.2)
Régularisation au titre de l'impôt exigible outre-mer des exercices antérieurs	1.0	0.4
Total de l'impôt courant	(160.0)	(160.2)
Impôt différé		
Impôt différé relatif à l'origination et à la réversion des différences temporelles	(0.1)	(3.4)
Ajustements relatifs à des exercices antérieurs	(1.7)	6.7
Ajustements découlant de la modification des taux d'imposition	0.0	(0.5)
Charge d'impôt présentée dans le compte de résultat consolidé	(1.8)	2.8
Charge d'impôt présentée dans le compte de résultat consolidé	(161.8)	(157.4)
Etat consolidé du résultat global	2024 M€	2023 M€
Impôt sur la réévaluation d'un régime de retraite à prestations définies à l'étranger	-	0.1
Impôt sur la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies du Royaume-Uni	0.2	14.5
Impôt sur la réévaluation d'actifs financiers susceptibles d'être requalifiés en résultat net	(4.3)	0.8
Charge fiscale	(4.1)	15.4
Etat consolidé des variations des capitaux propres		
Abattement fiscal sur les attributions d'actions en sus des charges comptabilisées	(0.9)	0.8
Crédit d'impôt	(0.9)	0.8

Rapprochement de la charge d'impôt

La charge fiscale du compte de résultat pour l'année diffère du taux standard de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni, comme expliqué ci-dessous :

	2024 M€	2023 M€
Bénéfice avant impôt	636.7	635.6
Impôt au taux légal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 25 % (2023 : 23,5 %)	(159.1)	(149.4)
Effet de :		
Frais non déductibles	(3.2)	(1.4)
Ajustements relatifs à des exercices antérieurs	1.5	0.2
Ajustements à l'égard des modifications des taux d'imposition	-	(0.5)
Taux d'imposition plus élevé sur les revenus à l'étranger	(0.9)	(2.7)
Ajustement du taux de change	-	(3.6)
Charge fiscale totale	(161.8)	(157.4)
Taux effectif de l'impôt sur les sociétés	25.4 %	24.8 %

Des différences de change sont apparues lors de la conversion des soldes de clôture en livres sterling qui sont dus à HMRC.

Impôt différé

	Etat consolidé de la situation financière		Mouvement	
	2024 M€	2023 M€	2024 M€	2023 M€
Avantages postérieurs à l'emploi	(0.4)	(1.3)	0.9	13.8
Amortissement fiscal accéléré	(16.6)	(6.2)	(10.4)	4.2
Part des bénéfices à redistribuer aux salariés	7.1	-	7.1	-
Ecritures de transformation IFRS (immobilisations et immobilisations incorporelles)	-	-	-	-
Avantages du personnel (autres éléments du résultat global)	-	-	-	-
Rémunération différée	0.1	-	0.1	-
Impôt sur les provisions et autres différences temporelles	1.9	6.6	(4.6)	0.6
Pertes fiscales	-	0.2	(0.2)	0.2
Actif/(passif) net d'impôt différé	(7.9)	(0.7)		
Charge d'impôt différé			(7.2)	18.8

	NOUS M€	ROYAUME-UNI M€	France M€	Total M€
Actif/(passif) net d'impôt différé au 1^{er} janvier 2024	0.8	(8.5)	7.1	(0.7)
Impôt différé comptabilisé dans le compte de résultat	0.3	(4.7)	2.6	(1.8)
Impôt différé comptabilisé dans le compte du résultat global	-	-	-	-
Impôt différé comptabilisé en capitaux propres	-	(4.1)	-	(4.1)
Changement de l'allègement de groupe au cours de l'exercice	-	0.4	-	0.4
Mouvements de change	-	-	-	-
Actif/(passif) net d'impôt différé au 31 décembre 2024	1.1	(16.9)	9.7	(6.2)

	NOUS M€	ROYAUME-UNI M€	France M€	Total M€
Actif/(passif) net d'impôt différé au 1 ^{er} janvier 2023	0.7	(24.5)	4.3	(19.5)
Impôt différé comptabilisé dans le compte de résultat	0.2	(0.1)	2.7	2.8
Impôt différé comptabilisé dans le compte du résultat global	-	15.2	0.1	15.3
Impôt différé comptabilisé en capitaux propres	-	0.7	-	0.7
Mouvements de change	-	-	-	-
Actif/(passif) net d'impôt différé au 31 décembre 2023	0.9	(8.7)	7.1	(0.7)

Impôt minimum mondial

Le 11 juillet 2023, le gouvernement britannique, où l'entité mère ultime est constituée, a promulgué en substance la législation sur l'impôt sur le revenu du deuxième pilier qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024. En vertu de la législation, l'entité mère ultime est tenue de payer un impôt complémentaire au Royaume-Uni sur les bénéfices de ses filiales qui sont imposés à un taux d'imposition effectif inférieur à 15 %.

La Société a appliqué une exception temporaire obligatoire à la comptabilisation des impôts différés pour tenir compte des impacts de l'impôt complémentaire et le comptabilisera comme un impôt exigible lorsqu'il sera engagé. Il n'y a pas d'obligation fiscale supplémentaire pour la Société.

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2024			2023		
	Logiciel développé en interne M€	Survalueur M€	Total M€	Logiciel développé en interne M€	Survalueur M€	Total M€
Coût						
Au 1^{er} janvier	945.9	534.1	1,480.0	847.8	534.1	1,381.9
Ajouts	98.5	-	98.5	103.0	-	103.0
Transfert d'actifs	7.0	-	7.0	-	-	-
Cessions et radiations	(6.3)	-	(6.3)	(5.7)	-	(5.7)
Déficience	(3.0)	-	(3.0)	-	-	-
Différences de change	1.7	-	1.7	0.8	-	0.8
Au 31 décembre	1,043.8	534.1	1,577.9	945.9	534.1	1,480.0

Amortissements et dépréciations cumulés						
Au 1 ^{er} janvier	626.0	423.7	1,049.7	536.9	423.7	960.6
Charge d'amortissement de l'exercice	85.3	-	85.3	83.1	-	83.1
Dépréciation au cours de l'exercice	14.8	-	14.8	12.1	-	12.1
Transfert d'actifs	6.3	-	6.3	(0.7)	-	(0.7)
Cessions et radiations	(5.6)	-	(5.6)	(5.7)	-	(5.7)
Différences de change	0.9	-	0.9	0.3	-	0.3
Au 31 décembre	727.7	423.7	1,151.4	626.0	423.7	1,049.7
Valeur nette comptable au 31 décembre	316.1	110.4	426.5	319.9	110.4	430.3

Le transfert d'actifs concerne les actifs en cours qui sont mis en service et transférés dans leur classification respective.

Le goodwill est constitué du montant résultant de l'acquisition de LCH SA en 2003 (voir note 10). Les logiciels développés en interne incluent les systèmes de trading du Groupe, qui sont constamment améliorés et améliorés.

La part des coûts capitalisés des logiciels auto-développés mentionnée ci-dessus qui concerne les logiciels non actuellement mis en service s'est élevée à 105,6 millions d'euros (2023 : 138,2 millions d'euros). L'augmentation au cours de l'exercice reflète les investissements continus de la Société dans l'infrastructure et son engagement à l'égard de la résilience opérationnelle. Aucun amortissement n'a été imputé au cours de l'exercice sur ces actifs (2023 : néant), mais ils sont soumis à un test de dépréciation (cf. note 10). Au cours de l'exercice, le Groupe a amorti des actifs en cours de développement pour un montant de 14,8 millions d'euros (2023 : 10,1 millions d'euros).

Au cours de l'exercice, la Société a procédé à sa revue annuelle des actifs et a comptabilisé des cessions et des abandons d'actifs qui ne sont plus utilisés pour un montant de 2,0 millions d'euros (2023 : 5 euros.7 millions).

10. TESTS DE DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Pour les immobilisations incorporelles, la dépréciation est évaluée en examinant la valeur comptable de l'actif par rapport à sa valeur recouvrable, qui est déterminée par le calcul de la valeur d'utilité pour l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») concernée à l'aide de projections de flux de trésorerie actualisés.

Le Groupe réalise chaque année des tests de dépréciation des goodwill et des logiciels développés en interne en décembre de chaque année, ou plus souvent si les circonstances montrent qu'une dépréciation peut être probable.

- Le goodwill est porté vis-à-vis de LCH SA, qui est également l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle le goodwill est attribué. La valeur recouvrable associée à cette filiale est déterminée sur la base de calculs de la valeur d'utilité.
- Pour les logiciels développés par nos soins, la dépréciation est évaluée en examinant la valeur comptable de l'actif par rapport à sa valeur recouvrable, qui est déterminée par des calculs de la valeur d'utilité pour l'UGT concernée à l'aide de projections de flux de trésorerie actualisées.

Hypothèses

Les principales hypothèses utilisées dans les évaluations se rapportent aux projections de flux de trésorerie actualisés préparées par la direction pour une période de 5 ans. Les projections de trésorerie sont basées sur le budget du Groupe pour 2024 et le plan approuvé par le Groupe pour les 3 exercices suivant le dernier exercice budgétaire du budget. Les flux de trésorerie au-delà de cette période sont extrapolés à l'aide des taux de croissance à long terme estimés et en appliquant les taux d'actualisation avant impôts.

La direction a fondé ses calculs de la valeur d'utilité pour chaque UGT sur des hypothèses clés concernant la croissance des revenus et des coûts à court et à moyen terme, les taux de croissance économique à long terme (utilisés pour déterminer les valeurs finales) et les taux d'actualisation avant impôts, comme suit :

- Les valeurs attribuées à la croissance du chiffre d'affaires et des coûts à court et moyen terme sont basées sur le budget 2024 et le plan approuvé par le Groupe. Les hypothèses sont fondées sur une évaluation des tendances actuelles, des évolutions prévues du marché et de la réglementation, des discussions avec les clients et les fournisseurs et de l'expérience de la direction. Ces facteurs sont pris en compte en lien avec les objectifs stratégiques à long terme du Groupe afin de déterminer des hypothèses de croissance appropriées à court et moyen terme ;
- Les taux de croissance à long terme de LCH Limited de 3,36 % (2023 : 3,43 %) et de LCH SA 3,36 % (2023 : 3,43 %) représentent les prévisions internes de la direction basées sur des estimations externes du PIB et de l'inflation ;
- Le taux d'actualisation avant impôts de 12,31 % (2023 : 11,62 %) repose sur un certain nombre de facteurs, dont le taux sans risque, la prime de risque de marché estimée par le Groupe et une prime tenant compte des risques inhérents.

Résultats de la dépréciation

- Le test suivant a été effectué sur la valeur de l'achalandage, qui n'a pas été dépréciée :
 - L'approche de l'actualisation des flux de trésorerie. L'excédent de la valeur d'utilité sur la valeur comptable s'élevait à 629,1 millions d'euros (2023 : 656,6 millions d'euros) au 31 décembre 2024 ;
 - Une analyse de sensibilité a montré que des modifications raisonnables des hypothèses et des taux clés (par exemple, la croissance et le coût moyen pondéré du capital (« WACC »)) n'entraîneraient aucune dépréciation.

• Nos examens annuels de dépréciation des autres immobilisations incorporelles ont révélé que des actifs de 14,8 millions d'euros étaient dépréciés (2023 : 10,1 millions d'euros) et que des logiciels développés en interne qui n'étaient pas encore utilisés (14,8 millions d'euros) étaient dépréciés (2023 : 10,1 millions d'euros).

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Actifs liés au droit d'usage d'un bien M€	Remise à neuf à bail M€	Matériel informatique M€	Matériel de bureau et autres immobilisations M€	Total M€
Au 31 décembre 2024					
Coût					
Au 1 ^{er} janvier	15.7	11.3	18.2	1.9	47.1
Acquisition	21.9	0.1	-	0.8	22.8
Novation de bail	-	-	-	-	-
Transfert d'actifs	-	-	0.1	(0.2)	(0.1)
Cessions	(15.7)	-	-	(0.3)	(16.0)
Au 31 décembre	21.9	11.4	18.3	2.2	53.8
Amortissement cumulé					
Au 1 ^{er} janvier	14.1	1.7	17.3	0.8	33.9
Amortissement de l'exercice	2.7	1.2	0.6	-	4.4
Novation de bail	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Cessions	(15.7)	-	-	(0.3)	(16.0)
Au 31 décembre	1.1	2.9	17.8	0.5	22.3
Valeur nette comptable au 31 décembre 2024	20.8	8.5	0.5	1.7	31.5

	Actifs liés au droit d'usage d'un bien M€	Remise à neuf à bail M€	Matériel informatique M€	Matériel de bureau et autres immobilisations M€	Total M€
Au 31 décembre 2023					
Coût					
Au 1 ^{er} janvier	15.7	10.6	18.3	2.8	47.4
Acquisition	-	-	0.1	0.2	0.3
Novation de bail	-	-	-	-	-
Transfert d'actifs	-	0.7	0.5	(1.1)	0.1
Cessions	-	-	(0.7)	-	(0.7)
Au 31 décembre	15.7	11.3	18.2	1.9	47.1
Amortissement cumulé					
Au 1 ^{er} janvier	11.1	0.4	16.5	0.9	28.9
Charge d'amortissement de l'exercice	3.0	1.3	0.8	0.1	5.2
Novation de bail	-	-	-	-	-
Déficience	-	-	0.7	-	0.7
Cessions	-	-	(0.7)	(0.2)	(0.9)
Au 31 décembre	14.1	1.7	17.3	0.8	33.9
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023	1.6	9.6	0.9	1.1	13.2

Le Groupe loue un certain nombre d'immeubles dans les pays où il est présent et ceux-ci sont représentés ci-dessus en tant qu'actifs de droits d'utilisation immobilière. Le matériel de bureau et autres immobilisations comprend 0,0 million d'euros (2023 : 0,0 million d'euros) pour les actifs au titre du droit d'utilisation des véhicules automobiles.

LCH SA a conclu un nouvel accord le 5 septembre 2023 pour la période du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2033 pour le bail situé à Paris, en France.

Au cours de l'exercice, la société a procédé à sa revue annuelle des actifs et a comptabilisé les cessions et les abandons d'actifs qui ne sont plus utilisés pour un montant de 0,0 million d'euros avec une valeur comptable nette nulle (2023 : 0,0 million d'euros). Le transfert d'actifs concerne les actifs en cours qui sont mis en service et transférés dans leur classification respective.

12. POSITION AVEC LES MEMBRES COMPENSATEURS

	2024 M€	2023 M€
Actif		
Transactions avec les membres compensateurs à la juste valeur par le biais du compte de résultat	716,547.6	753,105.4
Autres soldes des membres compensateurs au coût amorti	8,294.4	8,240.3

	724,842.0	761,345.7
Passif		
Transactions avec les membres compensateurs à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(716,547.6)	(753,105.3)
Marge initiale et autres soldes des membres compensateurs au coût amorti	(100,948.0)	(112,324.6)
	(817,495.6)	(865,429.9)

Les transactions avec les membres compensateurs d'un montant de 716 547,6 millions d'euros (contre 753 105,4 millions d'euros en 2023) sont entièrement garanties par des garanties détenues par la Société. Au 31 décembre 2024, le total des prêts entièrement garantis pour les opérations sur titres à revenu fixe s'élevait à 711 359 millions d'euros (contre 744 714 millions d'euros au 31 décembre 2023). Cette garantie a à son tour été transmise à des contreparties à revenu fixe pour garantir le passif de la Société à l'égard des contrats à revenu fixe.

13. CLIENTS ET AUTRES CREANCES

	2024 M€	2023 M€
Non actuel		
Autres créances	1.2	1.2
Total des émissions non courantes	1.2	1.2
Courant		
Créances clients :		
Taxes à recevoir	86.5	74.6
Intérêts courus sur le portefeuille de placements	214.1	305.1
	300.6	379.7
Sommes dues par les sociétés mères	-	5.9
Sommes dues par les sociétés sous contrôle commun	11.2	10.5
Autres créances	19.4	58.0
Prépaiements	8.8	6.8
Marge à recevoir sur les contrats de revente	-	169.5
Courant total	340.0	630.4

Les honoraires à recevoir sont les droits du Groupe à la prise en compte des travaux achevés mais non facturés à la date de clôture. Le solde de 86,5 millions d'euros provient uniquement de prestations fournies en 2024 (2023 : 74,6 millions d'euros) et est facturé peu après la date de clôture.

Le Groupe perçoit la quasi-totalité de ses redevances à recevoir via le PPS (Protected Payment System) auquel les membres sont tenus de s'inscrire lors de leur admission en tant que membre compensateur. Plus de 99 % des frais sont ainsi perçus moins de 5 jours après la date de facturation. Le Groupe ne calcule pas de provision pour pertes de crédit attendue sur ses commissions à recevoir, car il s'attend à recevoir tous les montants dus en temps voulu.

14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	2024 M€	2023 M€
Espèces à la banque et en main	332.7	362.8
Dépôts à court terme	1,094.2	887.4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,426.9	1,250.2

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus auprès de contreparties autorisées ayant une solvabilité élevée. La direction ne s'attend pas à ce que des pertes soient dues à la non-performance des contreparties détenant des liquidités et des équivalents de trésorerie, et il n'y a pas de différences significatives entre la valeur comptable et la juste valeur.

Les dépôts à court terme sont entièrement garantis par des titres souverains et corporate investment grade selon des critères d'éligibilité validés par les comités des risques du Groupe. Le Groupe définit les dépôts à court terme comme étant inférieurs à 90 jours, mais ces dépôts sont principalement au jour le jour.

159,0 millions d'euros (31 décembre 2023 : 155,5 millions d'euros) du montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont affectés en tant que ressources propres de la Société à utiliser dans la cascade par défaut. Au 31 décembre 2024, ce montant est réparti par défaut au prorata comme suit : 59,8 millions d'euros pour les dérivés de taux, 20,1 millions d'euros pour ForexClear, 40,4 millions d'euros pour RepoClear, 2,1 millions d'euros pour EquityClear, 36,6 millions d'euros pour CDSClear, 0,0 million d'euros pour CommodityClear.

15. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

	2024 M€	2023 M€
Non actuel		
Régularisations	-	-
Dettes locatives	22.8	-
Total des émissions non courantes	22.8	-
Courant		
Dettes fournisseurs	14.9	6.6
Sommes dues à des sociétés sous contrôle commun	77.4	26.6
Créances envers les entreprises du groupe	-	-
Sécurité sociale et autres impôts	21.6	24.5
Régularisations	97.9	90.0
Passif contractuel	4.3	13.5
Autres dettes	203.8	184.1
Dettes locatives	-	0.8
Marge payable sur les contrats de revente	100.0	0.2
Courant total	519.9	346.3

Les autres dettes comprennent les montants accumulés au titre des accords de partage des revenus du Groupe.

Les passifs contractuels du Groupe représentent le montant agrégé des prix de transaction alloués aux obligations de performance qui ne sont pas satisfaites ou qui sont partiellement insatisfaites à la date de clôture du bilan en ce qui concerne le service RepoClear du Groupe. Tous les montants devraient être comptabilisés au cours des 12 mois suivant la date de clôture.

16. BAUX

Les variations des obligations locatives au cours de l'exercice ont été les suivantes :

	2024 M€	2023 M€
1^{er} janvier	0.8	4.6
Renouvellement du bail	22.7	-
Charges d'intérêts comptabilisées	0.9	0.1
Paielements de location	(1.7)	(3.9)
31 décembre	22.7	0.8

LCH SA a conclu un nouvel accord le 5 septembre 2023 pour la période du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2033 pour le bail situé à Paris, en France.

17. PRETS A LA SOCIETE MERE

	2024 M€	2023 M€
Courant		
Prêt à la société mère	650.9	526.0

Prêt à une société liée

Au cours de l'année 2024, le Groupe a porté son crédit à sa maison mère, LSE (C) Limited, à 650,9 millions d'euros. Le prêt est remboursable avec un préavis de 5 jours et rapporte des intérêts au taux de l'EURIBOR avec un plancher de 0 % +1 %. Le Groupe ne calcule pas de provision pour pertes de crédit attendue sur le prêt à la société mère, car il est remboursable sur demande et s'attend à recevoir tous les montants dus en temps opportun.

18. FONDS PAR DEFAUT

L'objet des fonds par défaut est d'absorber les pertes subies par la Société en cas de défaillance du membre compensateur, si les garanties sur marge sont insuffisantes pour couvrir la gestion et la clôture des positions du membre compensateur défaillant. Les fonds par défaut sont séparés pour couvrir les différents secteurs d'activité de la Société. Le total des fonds de défaillance détenus par la Société au 31 décembre 2024 s'élevait à 17 260,2 millions d'euros (31 décembre 2023 : 16 294,3 millions d'euros).

19. AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYES

i) Dépenses de personnel

Tout le personnel et les directeurs	2024 M€	2023 M€
Salaires et autres avantages	174.1	164.1
Charges sociales	29.3	29.2
Coûts des pensions	6.7	7.2
Rémunération à base d'actions	6.1	10.2
Charges de personnel avant éléments non sous-jacents	216.2	210.7
Charges de personnel incluses dans les éléments non sous-jacents	16.2	4.6
Dépenses totales de personnel	232.4	215.3

L'effectif moyen en équivalent temps plein au cours de l'année s'est élevé à 780 (2023 : 809). La Société n'a pas d'employés.

Les charges de personnel sont présentées nettes des montants capitalisés en tant que coûts de développement interne de 59,4 millions d'euros (2023 : 55,8 millions d'euros)

Les dépenses de personnel et l'effectif moyen comprennent les coûts des agents contractuels qui ne figurent pas sur la liste de paie mais qui remplissent un rôle similaire à celui des salariés.

Personnel de direction clé	2024 M€'m	2023 M€'m
Rémunération et autres avantages à court terme	11.1	7.7
Prime différée et autres avantages à long terme	0.1	0.6
Coûts de paiement en actions	3.1	5.0
Cotisations de retraite	0.3	0.1
Indemnité pour perte de charge	-	-
Emoluments globaux des principaux cadres	14.6	13.4

Les coûts ci-dessus comprennent les primes différées, les autres attributions de régimes d'intéressement à long terme (RILT) et les coûts de paiement à base d'actions sur une base de charges à payer.

Le personnel de direction clé comprend le directeur général et certains cadres supérieurs qui gèrent l'entreprise au quotidien.

Rémunération des administrateurs	2024 M€'m	2023 M€'m
Rémunération	0.1	0.1
Rémunération totale des administrateurs	0.1	0.1

Pour 2023, une approche révisée de détermination de la rémunération des administrateurs a été adoptée. Pour les sociétés holding telles que LCH Group, une rémunération nulle est censée refléter l'implication négligeable des administrateurs. Sur une base consolidée, la rémunération publiée représente le service rendu par les administrateurs du Groupe LCH aux filiales.

Lorsque les administrateurs ont quitté le conseil mais n'ont pas encore été indemnisés pour la perte d'emploi, la valeur totale de ces coûts n'a pas été incluse dans la rémunération de l'année et ne sera incluse que lorsqu'elle sera payée. Les coûts ci-dessus comprennent les primes différées et les autres indemnités du RILT uniquement lorsqu'elles sont acquises ou deviennent payables.

De temps à autre, les administrateurs peuvent consacrer du temps de gestion à des sociétés associées du Groupe, dont le coût est reflété dans ce qui précède.

L'administrateur le mieux payé a reçu une rémunération totale de 86 739 € au cours de l'année (2023 : 56 856 €).

En 2024, aucun administrateur n'était membre différé de la section LCH du régime de retraite à prestations définies de LSEG (2023 : néant). Des contributions d'un montant de néant d'un euro (néant en 2023) ont été versées pour le compte d'un administrateur (2023 : un administrateur) à un régime à cotisations définies.

Un administrateur (y compris l'administrateur le mieux rémunéré) participe aux régimes de rémunération à base d'actions décrits ci-dessous. Aucun administrateur n'a exercé d'options d'achat d'actions au cours de l'exercice (2023 : aucun administrateur).

Les administrateurs non exécutifs indépendants perçoivent des honoraires pour leurs services. Le conseil fixe les honoraires en fonction du niveau de responsabilités individuelles, de la participation aux réunions et de l'appartenance aux comités du conseil. Les administrateurs représentant les actionnaires (y compris la société mère) ne perçoivent pas d'honoraires de la part du Groupe.

ii) Paiements fondés sur des actions

Au cours de l'exercice, les employés du Groupe LCH étaient éligibles pour participer à l'un ou plusieurs des arrangements suivants fondés sur des options d'achat d'actions de LSEG :

• Régime d'intéressement en actions (EIP) LSEG

Les attributions par rapport aux unités d'actions de performance (UAP) sont attribuées sans frais aux salariés. L'acquisition des attributions d'UAP dépend à la fois des conditions de performance du marché et des conditions de performance hors marché et de la poursuite de l'emploi. Les conditions de performance comprennent la réalisation des objectifs relatifs de TSR (40 %) et de BNPA ajusté (60 %).

Les attributions d'unités d'actions restreintes (RSU) sont accordées sans frais aux employés et sont généralement acquises par tranches après un, deux et trois ans, sous réserve de la poursuite de l'emploi.

Les attributions accordées dans le cadre de l'EIP peuvent donner lieu à des équivalents de dividendes en actions ou en espèces et une période de détention post-acquisition peut être appliquée. Toutes les subventions sont assujetties à des dispositions de malus et de récupération.

Les attributions non acquises d'UAP et d'UAR accordées avant avril 2024 sont soumises aux règles du RILT et du PAERA respectivement. Les subventions accordées en vertu du RILT et du PAERD ne donnent pas lieu à des dividendes équivalents.

• Régime de primes différées LSEG (PDP)

Les subventions DBP sont accordées sans frais aux employés. Les subventions sont généralement acquises après trois ans ou par tranches après un, deux et trois ans, sous réserve du maintien de l'emploi et des dispositions de malus et de récupération. Les attributions accordées dans le cadre du PDD peuvent donner lieu à des équivalents de dividendes en actions ou en espèces.

• Epargnez au fur et à mesure que vous gagnez et plan international Sharesave 2018 (SAYE)

Les plans SAYE prévoient l'octroi d'options sur les actions de la Société aux salariés qui concluent un contrat d'épargne. Les options sont octroyées à un prix inférieur de 20 % au prix du marché à la date d'octroi et sont acquises après trois ans, sous réserve de la poursuite de l'emploi. Les détenteurs des options sur actions n'ont pas le droit de recevoir les dividendes déclarés pendant la période d'acquisition.

• Régime d'intéressement à l'égard des actions internationales (PAIA)

L'ISIP est un plan dans lequel les employés peuvent acheter des actions de l'entreprise mensuellement par déduction de salaire. Pour chaque tranche de deux actions achetées par le salarié (actions achetées), le Groupe lui attribue une action supplémentaire (actions cumulées) qui est acquise à l'issue d'un cycle de plan de trois ans. Les actions accumulées n'ont pas droit aux dividendes déclarés pendant la période d'acquisition.

L'évolution du nombre d'options d'achat d'actions et d'attributions en circulation et de leur prix d'exercice moyen pondéré en GBP est la suivante :

	EPI	L'ISIP	SAYE	Moyenne pondérée
	Nombre	Nombre	Nombre	prix d'exercice
Au 1 ^{er} janvier 2024	245,093	1,169	68,919	64,92 £
Accordé dans l'année	80,211	1,585	27,482	81,73 £
Transferts nets	(46,761)	(10)	(970)	64,99 £
Exercé au cours de l'année	(73,852)	(50)	(25,469)	64,90 £
Périmés/confisqués au cours de l'année	(54,495)	(168)	(2,731)	65,08 £
Au 31 décembre 2024	150,196	2,526	67,231	71,83 £

Au 31 décembre 2024, 4 905 d'entre elles pouvaient être exercées (2023 : 277). Le prix d'exercice moyen pondéré est nul pour tous les autres régimes à l'exception du SAYE. Le cours moyen pondéré des actions LSEG plc au cours de l'année était de 97,73 £ (2023 : 81,66 £). Les transferts entrants ou sortants concernent des collaborateurs nouvellement employés ou qui ne sont plus employés directement par le Groupe, mais dont les options n'ont pas été perdues car ils étaient ou restent des employés d'autres sociétés LSEG.

La fourchette des prix d'exercice et la durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée des attributions et des options en cours sont les suivantes :

Au 31 décembre 2024	Nombre d'encours	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)
EIP - néant	150,196	1.2
ISIP - néant	2,526	1.6
SAYE – entre 60,00 £ et 65,00 £	20,270	0.6
SAYE - entre 65,00 £ et 70,00 £	19,479	1.8
SAYE - entre 80,00 £ et 85,00 £	27,482	2.9
Total	219,953	1.6

Une simulation de Monte Carlo a été utilisée pour calculer la juste valeur des 40 % des subventions EIP accordées au cours de l'année qui sont soumises à une condition relative de TSR. Le modèle simule le TSR et le compare aux composantes du FTSE 100 britannique et à ses pairs mondiaux.

Le modèle Black-Scholes a été utilisé pour déterminer la juste valeur connexe des attributions et des options qui ne sont pas admissibles à des équivalents de dividendes. Le prix du marché à la date d'attribution est la juste valeur des attributions qui sont admissibles à des équivalents de dividendes.

Les données d'entrée dans les deux modèles comprennent le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité prévue, les rendements des dividendes, le taux d'intérêt annuel sans risque et la durée de vie prévue des attributions. L'hypothèse de volatilité est basée sur la volatilité historique sur trois ans du cours ultime de l'action de la société mère à la date d'octroi. Le taux d'intérêt sans risque représente le rendement disponible sur une obligation d'Etat britannique à coupon zéro à la date d'octroi pour une durée proportionnelle à la période d'acquisition de l'attribution. La durée de vie prévue se rapporte au temps écoulé entre la date d'octroi et la date d'acquisition des bourses.

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice a été déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation stochastique. Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation étaient les suivantes :

	EPI	Régime restreint	
	Actions de performance		
Date d'octroi	26-avr-24	26-avr-24	11-sept-24
Date d'attribution du cours de l'action (£)	88.90	88.90	103.75
Durée de vie prévue (années)	2.89-4.01	1.00-4.01	0.50-2.00
Dividende	néant-1,12 %	1.12 %-1.30 %	1.23 %-1.29 %
Taux d'intérêt sans risque	4.35 %-4.51 %	4.35 %-4.86 %	3.22 %-4.10 %
Volatilité	De 22,04 % à 27,56 %	13.48 %-27.56 %	13.11 %-15.96 %
VST de juste valeur (£)	38.97-42.43	-	-
Juste valeur du BNPA (£)	84.97-88.90	-	-
Juste valeur hors marché (£)	-	84.97-87.77	101.11-103.11

	SAYE	L'ISIP	Plan de bonus différé
Date d'octroi	30-sept-24	Période de l'offre : du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	26-avr-24
Date d'attribution du cours de l'action (£)	102.75	89.89-115.21	88.90
Durée de vie prévue (années)	3.34	2.20-3.12	1.00-3.00
Prix de l'exercice	81.73	-	Nul
Dividende	1.22 %	1.17 %-1.28 %	1.22 %-1.30 %
Taux d'intérêt sans risque	3.58 %	3.34 %-4.14 %	4.39 %-4.86 %
Volatilité	21.0 %	15.32 %-24.58 %	13.48 %-22.04 %
Juste valeur hors marché (£)	29.95	95.89	85.70-87.77

iii) Engagements de pension

Régime à cotisations définies

La Société verse des cotisations fixes au régime à cotisations définies et il n'y a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. L'actif du régime est détenu séparément de celui de la Société dans un fonds sous le contrôle des fiduciaires. La charge totale imputée au compte de résultat de 6,3 millions d'euros (2023 : 6,0 millions d'euros) représente les cotisations payables au régime par la Société aux taux spécifiés dans les règles du régime. Des régimes à cotisations définies sont également gérés par les succursales étrangères de la Compagnie et des cotisations de 0,3 million d'euros ont été versées au cours de l'année (2023 : 0,2 million d'euros).

Régimes à prestations définies

La société gère un régime de retraite à prestations définies pour ses employés au Royaume-Uni (maintenant la section LCH du régime de retraite LSEG), qui exigeait que les cotisations soient versées à un fonds distinct administré par le fiduciaire. Le LSEG Pension Scheme a été créé le 5 septembre 2016 à la suite d’une fusion sectorielle entre le LCH Pension Scheme et le London Stock Exchange Retirement Plan. Le programme maintient des sections LCH et LSE distinctes, la société ne parrainant que la section LCH. Le régime de retraite LCH a été fermé aux nouveaux membres à partir du 30 septembre 2009 et fermé à l’accumulation future le 31 mars 2013. La dernière évaluation actuarielle de la section LCH du régime de retraite LSEG a été réalisée au 31 décembre 2023 par un actuair e qualifié indépendant.

En juin 2023, la Haute Cour a rendu une décision dans l’affaire Virgin Media c. NTL Pension Trustees II Limited (et autres) remettant en question la validité des modifications apportées aux règles apportées aux régimes de retraite à prestations définies sous -traités sur la base d’un test de régime de référence entre avril 1997 et avril 2016. Les modifications apportées à ces régimes de retraite au cours de cette période nécessitaient la confirmation par l’actuaire du régime que le test du régime de référence continuerait d’être respecté. En l’absence d’une telle confirmation, la modification du Règlement serait nulle. Le jugement de la Haute Cour a été confirmé par la Cour d’appel en juillet 2024, ce qui a des implications potentielles pour les régimes qui ont été sous-traités sur une base salariale et qui ont été modifiés entre avril 1997 et avril 2016. Le Groupe s’engage auprès des administrateurs des grands régimes britanniques. A ce jour, ni les fiduciaires ni le Groupe n’ont achevé l’analyse visant à déterminer si les actuaires du régime ont reçu des confirmations pour les modifications apportées au régime et, si les confirmations requises n’ont pas été reçues, à déterminer l’incidence, le cas échéant, sur les obligations du régime de retraite. Par conséquent, il n’est pas possible de faire une estimation fiable de l’impact potentiel ou du moment de l’écoulement connexe à ce stade.

Les évaluations du régime britannique effectuées à des fins d’information financière sont basées sur l’évaluation actuarielle triennale au 31 décembre 2023. La prochaine évaluation actuarielle triennale est attendue au 31 décembre 2026. On trouvera ci-après un résumé des principales hypothèses utilisées. La Société n’a connaissance d’aucun événement postérieur au 31 décembre 2024 qui aurait un impact significatif sur les résultats de l’évaluation.

Les régimes à l’étranger ont fait l’objet d’évaluations intégrales comme suit :

La Société a des obligations en matière d’indemnités de retraite et d’indemnités d’ancienneté à Paris. Les provisions ont été calculées par un actuair e qualifié au 31 décembre 2024.

On trouvera ci-après un résumé des principales hypothèses utilisées.

Hypothèses de moyenne pondérée pour déterminer les obligations au titre des prestations

	ROYAUME-UNI	France	Porto
Taux d’escompte	5.50 %	3.30 %	3.40 %
Taux d’augmentation salariale	n/a	2.50 %	2.50 %
Taux d’inflation des prix	3.20 %	2.00 %	2.00 %
Taux d’augmentation des rentes	2.80 %	N/A	1.50 %
Espérance de vie implicite à 60 ans			
Homme actuellement âgé de 60 ans	26.7	23.3	20.6
Homme actuellement âgé de 45 ans	27.8	23.3	20.6
Femme actuellement âgée de 60 ans	28.7	27.5	20.6
Femme actuellement âgée de 45 ans	29.6	27.5	20.6

Le taux d’actualisation du régime britannique a été déterminé à partir d’une courbe de taux des obligations d’entreprises AA par durée, ce qui est cohérent avec la durée moyenne pondérée estimée des passifs du régime à environ 24 ans. Les actifs du régime sont déclarés à leur valeur de marché aux dates respectives de l’état de la situation financière.

Variations de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies au cours de l'exercice

	2024			2023		
	ROYAUME- UNI M€	France M€	Porto M€	ROYAUME- UNI M€	France M€	Porto M€
Obligation au titre des prestations au 1^{er} janvier	171.3	5.6	0.2	160.3	4.9	0.1
Charge de retraite :						
Coût du service courant	0.9	0.5	-	-	0.4	-
Perte de services passés	-	(1.7)	-	-	(0.3)	-
Intérêts nets	7.8	0.2	-	7.7	0.2	-
Réévaluation des pertes/(gains) :						
Effet des modifications des hypothèses démographiques	(0.2)			(3.9)	-	-
Effet des modifications des hypothèses financières	(26.6)	(0.1)	-	5.8	0.4	-
Effet des ajustements de l'expérience	0.2	-	-	3.5	-	-
Autres gains actuariels	-	-	-	-	-	-
Réduction de l'obligation due au règlement :						
Prestations versées	(5.8)	0.1	-	(7.2)	-	-
Change	7.3	-	-	3.9	-	-
Obligation au titre des prestations au 31 décembre	154.9	4.6	0.2	170.1	5.6	0.1

Variations des actifs du régime

	2024			2023		
	ROYAUME- UNI M€	France M€	Porto M€	ROYAUME- UNI M€	France M€	Porto M€
Juste valeur des actifs du régime au 1^{er} janvier	175.6	-	0.4	203.9	-	0.4
Revenu de pension :						
Intérêts nets	8.0	-	-	9.9	-	-
Gains de remesure :						
Rendement de l'actif du régime (excluant les revenus d'intérêts)	(25.8)	-	-	(37.2)	-	-
Cotisations de l'employeur	1.3	0.1	-	1.0	-	-
Prestations versées	(5.8)	(0.1)	-	(7.2)	-	-
Frais d'administration	-	-	-	(1.1)	-	-
Change	7.5	-	-	5.1	-	-
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre	160.8	-	0.4	174.4	-	0.4

Juste valeur des actifs du régime avec un prix de marché coté

	2024		2023	
	ROYAUME- UNI M€	Porto M€	ROYAUME- UNI M€	Porto M€
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	-	3.1	-
Instruments de capitaux propres - cotés	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres - non cotés	-	-	-	-
Instruments de dette / LDI - cotés	-	-	-	0.4
Titres de créance / instruments LDI - non cotés	154.9	-	171.3	-
Total de la juste valeur des actifs	160.8	-	174.4	0.4
Valeur actualisée des obligations financées	(154.9)	-	(170.1)	(0.4)
Surplus	5.9	-	4.3	-

Le Groupe a comptabilisé un excédent net de 5,9 millions d'euros (contre 4,3 millions d'euros en 2023) au titre du régime, sur la base du fait que le Groupe a accès à l'excédent en cas de liquidation du régime. Aucun plafond d'actif n'a été appliqué à l'excédent net comptabilisé car aucun engagement de financement minimum n'est associé aux plans.

Au 31 décembre 2024, le montant de la section LCH du rachat de LSEGPS s'élevait à 154,9 millions d'euros.

Analyse de sensibilité

La sensibilité de la valeur de l'obligation au titre des prestations par rapport au taux d'actualisation est indiquée ci-dessous :

	2024			2023		
	Impact sur les obligations du régime			Impact sur les obligations du régime		
	ROYAUME-UNI M€	France M€	Porto M€	ROYAUME-UNI M€	France M€	Porto M€
Taux d'actualisation - augmentation de 0,5 %	(11.0)	n/a	n/a	(13.1)	n/a	n/a
Réévaluation en différé (IPC) et augmentations salariales - augmentation de 0,5 %	3.6	-	-	4.2	-	-
Augmentation des prestations de retraite - augmentation de 0,5 %	8.1	-	-	9.8	-	-
Espérance de vie - augmentation de 1 an	3.3	-	-	3.7	-	-

Les analyses de sensibilité ci-dessus ont été déterminées sur la base d'une méthode qui extrapole l'impact sur l'obligation au titre des prestations à la suite de modifications raisonnables des hypothèses clés survenues à la fin de la période de reporting.

Paievements des régimes à prestations définies

Les paiements suivants devraient être effectués au cours des exercices ultérieurs à même les obligations des régimes à prestations déterminées :

	ROYAUME-UNI M€	France M€	Porto M€
Dans les 12 prochains mois	5.1	0.1	-
Entre 2 et 5 ans	22.3	0.4	-
Après 5 ans	32.1	1.1	-
	59.5	1.6	-

Contributions

Dans le cadre de l'évaluation triennale au 31 décembre 2023, il a été convenu qu'en raison d'un excédent, aucune contribution au financement du déficit n'était requise. En 2024, une contribution de 1,0 million d'euros (2023 : 1,0 million d'euros) a été versée à la section LCH du régime de retraite à prestations définies au Royaume-Uni pour les frais administratifs, comme convenu dans le barème des cotisations.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS**Actifs et passifs financiers**

Les instruments financiers du Groupe sont classés comme suit :

	Note	2024 M€	2023 M€
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Transactions avec les membres compensateurs à la juste valeur par le biais du compte de résultat	12	716,547.6	753,105.4
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Obligations d'Etat		21,855.1	19,935.2
Actifs financiers au coût amorti			
Clients et autres débiteurs *	13	331.2	623.6
Prêts à court terme	17	650.9	526.0
Autres soldes auprès des membres compensateurs	12	8,294.4	8,240.3
Compensation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'entreprise		87,865.8	99,859.9
Espèces et dépôts à court terme	14	1,426.9	1,250.2
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat			
Transactions avec les membres compensateurs à la juste valeur par le biais du compte de résultat	12	(716,547.6)	(753,105.3)
Passifs financiers au coût amorti			
Fournisseurs et autres créditeurs *	15	(494.0)	(308.3)
Marge initiale et autres soldes avec les membres compensateurs	12	(100,948.0)	(112,324.6)
Fonds par défaut	18	(17,260.2)	(16,294.3)

*Les remboursements anticipés au titre des créances clients et autres créances ne sont pas classés comme des actifs financiers. Les autres impôts et passifs contractuels ainsi que le passif au titre des accords d'exploitation renégociés dans le cadre des dettes fournisseurs et autres dettes ne sont pas classés comme passifs financiers.

Tous les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale par le Groupe. D'autres actifs ont fait l'objet d'un test de dépréciation, mais aucune provision pour pertes de crédit attendues n'est nécessaire.

Hiérarchie des justes valeurs

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et publier la juste valeur des instruments financiers par technique d'évaluation :

- Niveau 1 : cours cotés (non ajustés) sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : autres techniques pour lesquelles toutes les données d'entrée, qui ont un effet significatif sur la juste valeur enregistrée, sont observables, directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : techniques qui utilisent des données d'entrée qui ont un effet significatif sur la juste valeur enregistrée et qui ne sont pas basées sur des données de marché observables. Le Groupe ne dispose d'aucun instrument financier de cette catégorie.

Le Groupe détenait les instruments financiers significatifs suivants, évalués à la juste valeur :

	2024			2023		
	Niveau 1 M€	Niveau 2 M€	Total M€	Niveau 1 M€	Niveau 2 M€	Total M€
Actifs évalués à la juste valeur						
Opérations avec les membres compensateurs - dérivés	-	5,262.7	5,262.7	12.1	8,435.0	8,447.1
Opérations avec des membres compensateurs - non-dérivés	-	711,284.9	711,284.9	-	744,658.1	744,658.1
Bons du Trésor - Placements en actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor – autres actifs financiers	641.8	-	641.8	64.7	-	64.7
Obligations d'Etat à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	21,213.3	-	21,213.3	19,876.5	-	19,876.5
Passifs évalués à la juste valeur						
Opérations avec les membres compensateurs - dérivés	-	(5,262.7)	(5,262.7)	(12.1)	(8,435.0)	(8,447.1)
Opérations avec des membres compensateurs - non-dérivés	-	(711,284.9)	(711,284.9)	-	(744,658.1)	(744,658.1)

Pour les actifs et les passifs de niveau 1, la juste valeur est basée sur les cotations au prix du marché à la date de clôture.

Pour les actifs et passifs classés au niveau 2, la juste valeur est calculée à l'aide de techniques d'évaluation avec des données observables par le marché. Les techniques fréquemment utilisées comprennent les modèles de prix à terme et de swap utilisant des calculs de valeur actuelle. Les modèles intègrent diverses entrées, notamment les taux de change au comptant et à terme, les courbes de taux d'intérêt et les courbes de taux à terme.

Le Groupe et la Société ne détiennent pas d'actifs de niveau 3 et il n'y a pas eu de transfert au cours de l'année en cours entre les niveaux (2023 : aucun).

Les montants inclus dans le compte de résultat au titre des instruments financiers sont les suivants :

	2024 M€	2023 M€
Revenus de trésorerie sur les actifs détenus à la juste valeur	1,023.6	1,030.4
Produits de trésorerie sur les actifs détenus au coût amorti	4,275.3	4,738.7
Produits de trésorerie sur autres actifs financiers	-	263.7
Revenus de trésorerie	5,298.9	6,032.8
Charges de trésorerie sur les actifs détenus à la juste valeur	1.7	(1.9)
Charges de trésorerie sur les actifs détenus au coût amorti	(895.4)	(1,053.5)
Charges de trésorerie liées aux autres passifs financiers	(4,091.8)	(4,645.6)
Charges de trésorerie sur les passifs détenus au coût amorti	-	-
Charges de trésorerie	(4,985.5)	(5,701.0)
Revenu net de trésorerie	313.4	331.8
Produits financiers nets des avoirs de la caisse de pension	-	2.0
Produits financiers des actifs détenus au coût amorti	36.2	32.9
Charges financières sur les actifs détenus au coût amorti	(1.3)	(0.7)
Produits/(charges) financiers sur les prêts et emprunts détenus au coût amorti	30.8	20.4
Charges financières nettes	65.7	54.6

Compensation des actifs et passifs financiers

Le Groupe présente les actifs et passifs financiers sur une base nette au bilan lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le tableau suivant présente l'incidence des accords de compensation sur tous les actifs et passifs financiers qui sont déclarés nets au bilan.

	Brut Montants M€	Quantité compenser M€	Montant net en Signalé M€
31 décembre 2024			
Actifs financiers dérivés	2,147,303.3	(2,142,040.6)	5,262.7
Conventions de rachat	827,010.3	(115,725.4)	711,284.9
Total de l'actif	2,974,313.6	(2,257,766.0)	716,547.6
Passifs financiers dérivés	(2,165,075.4)	2,159,812.7	(5,262.7)
Conventions de revente	(827,010.3)	115,725.4	(711,284.9)
Total du passif	(2,992,085.7)	2,275,538.1	(716,547.6)
	Brut Montants M€	Quantité compenser M€	Montant net en Signalé M€
31 décembre 2023			
Actifs financiers dérivés	2,701,424.8	(2,692,977.6)	8,447.2
Conventions de rachat	888,562.2	(143,904.1)	744,658.1
Total de l'actif	3,589,987.0	(2,836,881.7)	753,105.3
Passifs financiers dérivés	(2,716,410.3)	2,707,963.1	(8,447.2)
Conventions de revente	(888,562.2)	143,904.1	(744,658.1)
Total du passif	(3,604,972.5)	2,851,867.2	(753,105.3)

Le déséquilibre entre l'actif et le passif pour les montants bruts et compensés est causé par l'exclusion des montants réglés à la valeur du marché (« STM ») du solde brut au motif que ces transactions sont réglées.

En tant que CCP, les sociétés opérationnelles du Groupe agissent en tant que mandant et siègent au milieu des transactions des membres compensateurs et détiennent des fonds de défaut et des montants de marge en cas de défaillance d'un membre, de sorte que des montants supplémentaires sont disponibles pour compenser en cas de défaut, réduisant l'actif et le passif de 716 547,5 millions d'euros (2023 : 753 105,3 millions d'euros) à néant.

21. DISPOSITIONS

	2024 M€
Courant	
Au 1 ^{er} janvier 2024	-
Fourni dans l'année	-
Utilisé au cours de l'année	-
Au 31 décembre 2024	-
	2023 M€
Courant	
Au 1 ^{er} janvier 2023	0.6
Fourni dans l'année	-
Utilisé au cours de l'année	0.6
Au 31 décembre 2023	-

22. ENGAGEMENTS ET EVENTUALITES**Contrats de location simple**

Au 31 décembre 2024, LCH SA avait des engagements annuels au titre des contrats de location simple non résiliables. Le total des paiements minimums de location futurs dus est le suivant :

	31 décembre 2024 M€	31 décembre 2023 M€
Dans un délai de 1 an	3.3	1.5
Entre 1 et 5 ans	17.8	-
Plus de 5 ans	8.0	-
	29.0	1.5

Le contrat précédent, qui couvrait la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 mai 2024, a été remplacé par un nouvel accord signé le 5 septembre 2023 pour couvrir la nouvelle période du 1^{er} juin 2024 au 31 mai 2033.

La Société n’a pas de contrats de location-financement.

Accords avec les fournisseurs

LCH SA et ATOS ont conclu un nouveau Heads of Terms concernant le contrat de service informatique, effectif à partir de janvier 2014. Les Parties sont convenues de prolonger la durée du MSA pour une durée initiale déterminée de quinze (15) mois (jusqu’au 31 mars 2025) à compter du 1^{er} janvier 2024, sans résiliation pour des raisons de commodité pour le Client pendant cette période. A la fin de la période de prolongation initiale, le MSA sera automatiquement prolongé du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2027.

La valeur maximale estimée de l’engagement jusqu’en mars 2025 est de 19,2 millions d’euros à compter du 1^{er} janvier 2024 (jusqu’en 2024, 15,3 millions d’euros).

Nonobstant toute résiliation des Services par le Client pour des raisons de commodité, le Client s’engage à verser au Fournisseur un montant minimum de 16,5 millions d’euros pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027 (les « Frais Minimums »)

Avec l’arrêt des services UCS Cash et UCS Derivatives, effectif à compter du T2 2025, la réduction des coûts par trimestre s’élève à 1,4 million d’euros (réduction des coûts en 2025 : 4,2 millions d’euros, réduction des coûts en 2026 : 5,6 millions d’euros)

Actifs de trésorerie soutenant les installations opérationnelles.

Au 31 décembre 2024, la Société disposait d’actifs et de garanties à l’appui de l’activité de la banque centrale, qui s’élevaient à 3 773,5 millions d’euros (contre 2 690,3 millions d’euros en 2023). LCH SA donne en garantie auprès de la Banque de France des titres en garantie d’une activité de compensation en vue de garantir des emprunts au jour le jour.

23. CAPITAL SOCIAL ET PRIME D’EMISSION

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2024, la société émettait 72 483 217 actions ordinaires entièrement libérées de 1,00 € chacune (2023 : 72 483 217).

Aucune action ordinaire n’a été émise au cours de l’exercice en cours et des années précédentes.

Partager la prime

La réserve pour primes d’émission s’élève à 316,1 millions d’euros (2023 : 316,1 millions d’euros).

Autres réserves

Les autres réserves comprennent la réserve pour la fusion de 15,3 millions d’euros (contre 15,3 millions d’euros en 2023), la réserve pour remboursement de capital de 61,2 millions d’euros (contre 61,2 millions d’euros en 2023) et la réserve pour apport de capital de 1,5 million d’euros (contre 1,5 million d’euros en 2023).

Réserve de traduction

La réserve de conversion saisit l’effet cumulatif de la conversion des états financiers d’une filiale de sa monnaie fonctionnelle à la monnaie de présentation de la société mère. Cette réserve résulte des fluctuations des taux de change lors de la consolidation des comptes de SwapAgent Limited, dont la monnaie fonctionnelle est la livre sterling et qui, au 31 décembre 2024, s’élevait à 5,6 millions d’euros (2023 : 5,3 millions d’euros).

24. DIVIDENDES

	2024 M€	2023 M€
Dividende annuel 2023, mis en paiement le 15 août 2024 : 4,40 € par action ordinaire	318.9	268.2

La déclaration finale du dividende pour 2024 est en cours d’évaluation et sera soumise à l’approbation du conseil d’administration en temps voulu.

25. OPERATIONS ENTRE APPARENTES

Personnel clé de la rémunération des cadres

Des détails sur le personnel de direction clé et leur rémunération totale sont présentés à la note 19.

Société mère faîtière et sociétés du Groupe

LSEG est la société faîtière du groupe, avec une participation totale de 94,17 % (2023 : 82,61 %) et est le plus grand groupe qui prépare des comptes consolidés. La société mère immédiate est London Stock Exchange (C) Limited, qui ne prépare pas de comptes consolidés. LCH Group Holdings Limited est à la tête du plus petit groupe qui prépare les comptes consolidés.

Des copies des états financiers consolidés de LSEG pour l’exercice clos le 31 décembre 2024 sont disponibles auprès du secrétaire général, London Stock Exchange Group plc, 10 Paternoster Square, Londres, EC4M 7LS.

Des informations détaillées sur les sociétés du groupe sont présentées à la note 30. Les transactions ou soldes avec les entités du Groupe qui ont été éliminés dans les présents comptes consolidés ne sont pas publiés.

Tout au long de l’année en cours, le Groupe a réalisé un certain nombre de transactions avec diverses sociétés au sein de LSEG, qui sont détaillées ci-dessous. Toutes les transactions ont été effectuées dans des conditions de pleine concurrence.

	2024 M€	2023 M€
Etat des résultats		
Intérêts prélevés sur les sociétés mères	30.8	20.4
	30.8	20.4
Bilan		
Prêt à court terme à la société mère	643.8	526.0
Sommes dues par les sociétés mères au 31 décembre	7.6	6.7
Créances sur les sociétés mères au 31 décembre	(3.1)	(1.8)
Transactions avec des sociétés sous contrôle commun		
Etat des résultats		
Services refacturés aux sociétés sous contrôle commun	5.2	4.0
Services refacturés auprès des sociétés sous contrôle commun	(126.0)	(104.3)
	(120.8)	(100.3)

	M€	M€
Bilan		
Sommes dues par les sociétés sous contrôle commun au 31 décembre	11.6	10.9
Créances dues aux sociétés sous contrôle commun au 31 décembre	(75.3)	(26.2)

Le montant dû aux sociétés mères comprend le prêt à long terme détaillé dans la note 17.

26. AUTRES INFORMATIONS LEGALES

Le Groupe LCH comprend les entités suivantes (toutes les sociétés sont détenues à 100 %) :

Nom de l’entreprise	Activité principale	Adresse	Pays de constitution	Catégorie d’actions détenues	Actionnariat %
LCH Group Holdings Limited	Société mère	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
LCH Limited – Royaume-Uni	CCP	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
LCH SA – France	CCP	18, Rue de Quatre Septembre, Paris, 75002, France	France	Ordinaire	100
SwapAgent Limited	Agent de compensation	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
LCH. Clearnet LLC2	Dormant	17, State Street, New York, NY, 10004, Etats-Unis	ETATS-UNIS	Ordinaire	100

BondClear Limitée ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
SwapClear Limité ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
RepoClear Limited ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
CommoditéClair limité ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
EquityClear Limitée ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
La chambre de compensation de Londres Limitée ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
LCH. Clearnet Group Limited ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
ForexClear Limited ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
International Commodities Clearing House Limited ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100
The London Produce Clearing House Limited ¹	Dormant	10 Paternoster Square, Londres EC4M 7LS	Angleterre et Pays de Galles	Ordinaire	100

¹ Détention indirecte par l'intermédiaire des autres filiales de la Société

² Inactif depuis juin 2016

27. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE DECLARATION

Il n'y a pas eu d'événements importants après la période visée par le rapport.

		31 décembre 2024 M€	Retraité 31 décembre 2023 M€	Retraité 1 ^{er} janvier 2023 M€
Notes				
Actif				
Actifs non courants				
Investissements	28	1,046.9	1,043.3	932.3
Total des actifs non courants		1,046.9	1,043.3	932.3
Actif à court terme				
Clients et autres créances	29	26.2	36.3	25.5
Prêt à court terme à la société mère	30	650.9	526.0	368.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9.2	9.7	18.5
Total de l'actif à court terme		686.3	572.0	412.6
Total de l'actif		1,733.2	1,615.3	1,344.9
Passif				
Passif à court terme				
Fournisseurs et autres créditeurs	31	(658.4)	(548.3)	(366.5)
Impôt à payer		(1.3)	-	-
Abattement de groupe payable		(1.7)	(4.1)	(2.8)
Total du passif à court terme		(661.4)	(552.4)	(369.3)
Passifs non courants		-	-	-
Total du passif		(661.4)	(552.4)	(369.3)
Actif net		1,071.8	1,062.9	975.6
Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société				
Capital social ordinaire	23	72.5	72.5	72.5
Partager la prime	23	316.1	316.1	316.1
Réserve de remboursement du capital		61.2	61.2	61.2
Bénéfices non répartis		622.0	613.1	525.8
Total des fonds propres		1,071.8	1,062.9	975.6

Comme le permet l'article 408 de la loi sur les sociétés de 2006, la déclaration des résultats de la société n'a pas été présentée dans les états financiers. Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 327,7 millions d'euros (2023 : 355,6 millions d'euros)

	Note	2024 M€	Retraité 2023 M€
Activités d'exploitation			
Bénéfice de l'exercice		327.7	355.6
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et le cash-flow net :			
Taxation		1.2	1.0
Charges financières nettes		(7.4)	(5.3)
Paielements fondés sur des actions		1.2	3.0
(gains)/pertes de change		1.7	0.0
Autres mouvements		-	-
Variations du fonds de roulement et variations des autres actifs et passifs :			
Diminution/(augmentation) des débiteurs, des contrats et des autres actifs		(0.2)	(0.3)
Diminution des créditeurs, des contrats et des autres passifs		(12.4)	2.3
Flux de trésorerie d'exploitation		312.0	356.2
Intérêts reçus		0.4	0.4
Intérêts payés		(0.0)	-
Impôts nets payés		(2.9)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		309.5	356.6
Activités d'investissement			
Investissement dans des filiales	28	(3.6)	-
Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle		-	(111.0)
Produit du prêt		(726.0)	(651.6)
Remboursement du prêt		643.9	505.9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(85.8)	(256.7)
Activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires		(318.9)	(268.2)
Produit de l'emprunt		754.0	1,082.2
Remboursement de l'emprunt		(659.2)	(923.0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(224.2)	(108.9)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(0.4)	(9.0)
Traduction sur le marché des changes		-	0.2
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		9.7	18.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre		9.2	9.7

Au cours de l'exercice en cours, le classement des prêts dans l'état des flux de trésorerie de la Société a été modifié de sorte que les prêts à la société mère et aux filiales soient présentés dans les activités d'investissement et les prêts des filiales dans les activités de financement. De plus, les mouvements nets des prêts à la société mère et à la filiale et des prêts des filiales sont maintenant présentés sur une base brute, avec une présentation distincte du produit des prêts et des remboursements de prêts. Les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

	Capital social appelé M€	Prime émission M€	Réserve de rembourse ment du capital M€	Report à nouveau M€	Total M€
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 – précédemment publiés	72.5	316.1	61.2	405.9	855.7
Retraitement (note 1)				119.9	119.9
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023 – retraités	72.5	316.1	61.2	525.8	975.6
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	355.6	355.6
Dividendes versés au cours de l'exercice	-	-	-	(268.2)	(268.2)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	72.5	316.1	61.2	613.2	1,063.0
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	327.7	327.7
Dividendes versés au cours de l'exercice	-	-	-	(318.9)	(318.9)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	72.5	316.1	61.2	622.0	1,071.8

28. INVESTISSEMENTS

	2024 M€	Retraité 2023 M€
Investissement dans des filiales		
Coût		
Au 1 ^{er} janvier	1,110.4	999.4
Ajouts	3.6	111.0
Au 31 décembre	1,114.0	1,110.4
Dépréciation cumulée		
Au 1 ^{er} janvier	(67.1)	(67.1)
Au 31 décembre	(67.1)	(67.1)
Valeur comptable nette	1,046.9	1,043.3

Les participations dans des filiales sont comptabilisées au coût diminué de la dépréciation. Voir la note 26 pour plus de détails sur les filiales.

Les soldes des périodes précédentes ont été retraités pour refléter la reprise de dépréciation sur LCH SA qui aurait dû être enregistrée au cours d'une période antérieure. Voir la note 1 pour plus de détails.

29. CLIENTS ET AUTRES CREANCES

	2024 M€	2023 M€
Courant		
Prêts à court terme auprès de filiales	20.9	24.3
Autres créances	5.3	12.0
	26.2	36.3

Les prêts à court terme auprès de filiales sont libellés en GBP, mais il existe également une facilité en euros. Les prêts arrivent à échéance au cinquième anniversaire de la première date d'utilisation ou sont remboursables sur demande avec un préavis de 5 jours. Des intérêts sont facturés sur la facilité en GBP à SONIA +1 % plus un écart d'ajustement de crédit. Des intérêts sont prélevés sur la facilité en EUR à Euribor +1 %.

30. PRETS PORTANT INTERET

	2024 M€	2023 M€
Courant		
Prêt à court terme à la société mère	650.9	526.0

Au cours de l'année 2024, la Société a augmenté son prêt à sa société mère, LSE (C) Limited, à 650,9 millions d'euros. Le prêt est remboursable avec un préavis de 5 jours ou avant le 3 décembre 2028 et rapporte des intérêts au taux de l'EURIBOR avec un plancher de 0 % +1 %. La Société ne calcule pas de provision pour pertes sur créances attendue sur le prêt à la société mère, car celui-ci est remboursable sur demande et s'attend à recevoir tous les montants dus en temps opportun.

31. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

	2024 M€	2023 M€
Courant		
Dettes fournisseurs	-	-
Sommes dues aux sociétés du Groupe	658.2	548.1
Régularisations	0.2	0.2
	658.4	548.3

Les montants dus aux sociétés du Groupe comprennent des prêts à court terme de 657,7 euros accordés par des filiales (contre 529,4 euros en 2023). Le prêt est remboursable avec un préavis de 5 jours ou avant le 13 janvier 2027 et rapporte des intérêts au taux de SONIA, majoré d'un spread de crédit, ou d'un EURIBOR avec un plancher de 0 %.

32. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers de la Société se répartissent comme suit :

	Note	2024 M€	2023 M€
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts à court terme dus par des filiales	29	20.9	24.3
Prêts à court terme dus par la société mère	30	650.9	526.0
Autres créances		5.3	11.0
Espèces et dépôts à court terme		9.2	9.7
Passifs financiers au coût amorti			
Fournisseurs et autres créditeurs*		(0.7)	(18.9)
Prêts à court terme dus à des filiales		(657.7)	(529.4)

* Les remboursements anticipés au titre des créances clients et autres créances ne sont pas classés comme des actifs financiers. Les autres impôts et passifs contractuels ainsi que le passif au titre des accords d'exploitation renégociés dans le cadre des dettes fournisseurs et autres dettes ne sont pas classés comme passifs financiers.

Les accords de prêt entre la Société et ses filiales ont été signés en janvier 2022. Les prêts sont des facilités de crédit renouvelables d'une durée de 5 ans et sont remboursables avec un préavis de 5 jours. Pour LCH Limited, les intérêts sont facturés au SONIA, plus un spread de crédit, ou à l'EURIBOR selon le cas avec un plancher de 0 %. Pour SwapAgent Limited, des intérêts sont facturés sur la facilité en GBP à SONIA +1 % plus un écart d'ajustement de crédit. Des intérêts sont prélevés sur la facilité en EUR à Euribor +1 %.

Un accord de prêt a été signé avec la maison mère de la Société le 3 décembre 2023. Le prêt est remboursable avec un préavis de 5 jours et rapporte des intérêts au taux de l'EURIBOR avec un plancher de 0 % +1 %.

33. OPERATIONS ENTRE APPARENTES

Au cours de l'exercice, la société a imputé 1,4 million d'euros (2023 : 8,5 millions d'euros) de frais de gestion à des filiales. La Société a versé des intérêts de 25,2 millions d'euros (2023 : 16,6 millions d'euros) à une filiale et de néant d'euros (2023 : néant) à sa société mère, et a reçu des intérêts de 32,2 millions d'euros (2023 : 21,6 millions d'euros) de la part de filiales et de sociétés mères.

Les soldes en fin d'exercice avec les filiales et les sociétés mères sont indiqués dans les notes 28, 29, 30 et 31.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public chez LCH SA, 18 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris, France.